

BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2022

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le premier trimestre de 2022, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2022, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseur ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021 :

- Bénéfice net de 2 933 millions de dollars, en hausse de 45 %; bénéfice net ajusté^{1,3} de 2 584 millions, en hausse de 27 %
- Bénéfice par action (BPA) comptable² de 4,43 \$, en hausse de 46 %; et BPA ajusté^{1,2,3} de 3,89 \$, en hausse de 27 %
- Recouvrement de pertes sur créances de 99 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 156 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 21,4 %, en hausse par rapport à 15,7 %; RCP ajusté^{1,3} de 18,8 %, en hausse par rapport à 15,8 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires⁴ de 14,1 %, en hausse par rapport à 12,4 %

Toronto, le 1^{er} mars 2022 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2022, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 2 933 millions de dollars, ou 4,43 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 584 millions, ou 3,89 \$ par action.

« Nous poursuivons sur notre lancée opérationnelle et avons enregistré à nouveau d'excellents bénéfices au dernier trimestre, grâce aux activités de nos Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis, y compris une accélération de la croissance des prêts aux entreprises, et à la vigueur continue des activités de BMO Marchés des capitaux. Une solide gestion des risques et une excellente qualité du crédit sont à la base de notre performance. Nos investissements ciblés dans les talents, la technologie et le marketing se traduisent par une plus forte croissance des revenus, une efficience accrue et un meilleur rendement des capitaux propres », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous relevons les défis économiques, environnementaux et sociaux les plus urgents de notre époque, notamment en ayant l'ambition d'être le partenaire principal de nos clients dans la transition vers un monde carboneutre. Ce trimestre, c'est avec fierté que nous avons reçu le titre de banque la mieux classée en Amérique du Nord pour la troisième année d'affilée au palmarès des 100 sociétés les plus durables au monde de Corporate Knights, ce qui témoigne de nos engagements à l'égard d'une économie florissante, d'un avenir durable et d'une société inclusive.

« Notre modèle d'affaires éprouvé et diversifié génère continuellement de solides rendements pour nos actionnaires. Nous investissons dans nos secteurs d'activité et mettons en œuvre les stratégies axées sur notre raison d'être et le numérique qui ont pour but d'aider nos clients à améliorer leurs finances et d'assurer notre croissance continue tout en renforçant notre assise financière en prévision de notre acquisition de Bank of the West », a conclu M. White.

- 1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que des mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.
- 2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.
- 3) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, notamment des revenus de 413 millions (562 millions avant impôts) afférents à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions (8 millions avant impôts), ces montants étant imputés aux charges autres que d'intérêts. Les résultats tenaient également compte de l'incidence de dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, laquelle tient compte d'une perte de 29 millions de dollars, avant et après impôts, découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.
- 4) Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est communiqué conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,33 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2022, soit le même montant que pour le trimestre précédent et en hausse de 0,27 \$, ou de 25 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,33 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 5,32 \$ par action ordinaire.

La section ci-dessus contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits marquants

Au cours du trimestre considéré, nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique à Ameriprise Financial, Inc., comprenant le transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis et, le 30 avril 2021, nous avons réalisé la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour à J. Safra Sarasin Group. Collectivement, nous désignons ces transactions comme des « dessaisissements ». Les dessaisissements n'ont eu aucune incidence importante sur le bénéfice de la Banque au cours du trimestre considéré et ils ont entraîné une diminution des revenus nets et des charges d'environ 2,5 % et 4 %, respectivement, sur une base comptable et une base ajustée.

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir Bank of the West et ses filiales, dont l'actif s'élève à environ 105 milliards de dollars américains, à un prix d'achat au comptant de 16,3 milliards de dollars américains, soit 13,4 milliards de dollars américains, déduction faite du capital excédentaire (à la conclusion) de Bank of the West qui est estimé à 2,9 milliards de dollars américains. L'acquisition devrait ajouter, à notre bilan consolidé, environ 57 milliards de dollars américains de prêts et 90 milliards de dollars américains de dépôts. Ces montants sont basés sur la situation financière et les résultats de Bank of the West pour la période close le 31 décembre 2021. Nous financerons la transaction principalement à même le capital excédentaire, ce qui comprend le bénéfice de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, ce qui reflète notre assise financière solide et la génération anticipée de fonds propres. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'année civile 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles et de l'approbation des organismes de réglementation.

Cette acquisition, qui cadre avec nos objectifs en matière de stratégie, finance et culture, accélère sensiblement notre croissance aux États-Unis. Grâce à notre solide performance et à nos bases intégrées en Amérique du Nord, l'acquisition apportera près de 1,8 million de clients à BMO et élargira davantage notre présence bancaire avec les 514 succursales et bureaux de services aux grandes entreprises et de services de gestion de patrimoine additionnels dans d'importants marchés en croissance aux États-Unis. Après la conclusion de la transaction, nous serons présents dans 32 États, et ferons notamment une entrée immédiate sur le marché attrayant de la Californie où nous comptons présenter une offre hautement concurrentielle dans de nouveaux marchés en croissance, en combinant la force de notre plateforme bancaire numérique et notre solide équipe de banquiers pour générer une croissance de la clientèle de premier plan.

L'une des forces de Bank of the West réside dans les relations profondes qu'entretiennent ses employés, ses clients et les collectivités qu'elle sert depuis plus de 100 ans. Dans le cadre de cette transaction, BMO ne prévoit pas de fermer de succursales de Bank of the West et s'engage à conserver les employés de première ligne des succursales de Bank of the West.

Tirant le meilleur parti de notre grande expérience en termes d'intégration et de nos résultats passés pour ce qui est de l'expansion aux États-Unis, nous demeurons persuadés que nous réaliserons des synergies de coûts annuelles d'environ 670 millions de dollars américains avant impôts (860 millions de dollars canadiens) grâce à l'efficacité opérationnelle parmi nos entreprises combinées. Notre plan d'intégration en cours est supervisé par une équipe conjointe et dédiée chargée de la gestion de l'intégration.

Aux termes des IFRS, le prix d'achat sera réparti entre la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris de Bank of the West à la clôture, la différence étant comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition. La différence entre la juste valeur et la valeur nominale, désignée comme étant la juste valeur de marché, sera amortie par imputations au résultat sur la durée d'utilité estimée de l'actif (du passif) sous-jacent. Les immobilisations incorporelles identifiées, dont les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base se rapportant aux dépôts sans échéance, seront amorties sur leur durée d'utilité estimée. La juste valeur des prêts à taux fixe et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Si les taux venaient à monter, la juste valeur des actifs à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts et les titres) diminuerait, ce qui donnerait lieu à un écart d'acquisition plus élevé. L'inverse serait vrai si les taux d'intérêt diminuaient. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance sont comptabilisés à la valeur nominale, faisant en sorte que la variation de la juste valeur ne serait pas compensée naturellement. Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 auront une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). De plus, comme le prix d'achat afférent à l'acquisition est libellé en dollars américains, toute variation des cours de change entre le dollar canadien par rapport au dollar américain depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, donnera lieu à une variation de l'écart d'acquisition en équivalent en dollars canadiens.

Nous gérons de manière proactive notre risque lié aux fonds propres du fait des variations de la juste valeur, l'objectif étant d'atteindre un résultat neutre sur le plan économique et des risques. Dans le cadre de nos mesures de gestion de la juste valeur, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt dont la valeur augmente lorsque les taux d'intérêt sont à la hausse, ce qui donne lieu à des profits (pertes) à la valeur de marché inscrits dans les revenus de négociation, et avons constitué un portefeuille d'obligations du Trésor américain assorties d'une durée comparable qui génèrent des revenus nets d'intérêts. Ces deux transactions visent à atténuer les variations de l'écart d'acquisition découlant de la fluctuation des taux d'intérêt, survenue entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, les revenus (la perte) en découlant étant traités comme un élément d'ajustement. Par ailleurs, BMO a conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré

sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment où la transaction se matérialisera. La Direction de la trésorerie peut également recourir à d'autres instruments afin d'optimiser l'impact de nos mesures de gestion de la juste valeur.

L'incidence de nos mesures de gestion de la juste valeur sur nos résultats au cours du trimestre à l'étude a été traitée comme un élément d'ajustement, et comprenait des revenus après impôts de 413 millions de dollars (562 millions avant impôts) liés à la gestion des variations des taux d'intérêt, qui comprend des profits à la valeur du marché avant impôts de 517 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts et des intérêts avant impôts de 45 millions comptabilisés à l'égard d'un portefeuille de titres du Trésor des États-Unis inscrits dans les revenus nets d'intérêts. En outre, notre ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires du trimestre à l'étude comprenait un avantage de 13 points de base attribuable aux mesures de gestion de la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces contrats à terme de gré à gré ont réduit les autres éléments du résultat global de 234 millions.

La présente section Faits marquants renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats du premier trimestre de 2022

L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Les résultats et les ratios ajustés ainsi que les ratios et les montants libellés en dollars américains dans la présente analyse des résultats du premier trimestre de 2022 sont non conformes aux PCGR, et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont augmenté par rapport à l'exercice précédent du fait de la forte croissance des revenus, de l'augmentation des charges et d'un recouvrement de pertes sur créances. Le bénéfice net a progressé dans le cas de BMO Marchés des capitaux, dont la croissance des revenus a été particulièrement soutenue, ainsi que dans nos Services bancaires PE, alors que le bénéfice net de BMO Gestion de patrimoine a reculé, la bonne croissance sous-jacente ayant été plus que compensée par l'incidence des dessaisissements. Les Services d'entreprise ont inscrit un bénéfice net comptable pour le trimestre à l'étude comparativement à une perte nette comptable à l'exercice précédent, alors que la perte nette ajustée est demeurée relativement inchangée.

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, notamment des revenus de 413 millions de dollars (562 millions avant impôts) afférents à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions (8 millions avant impôts). Les résultats ajustés ne tiennent pas compte non plus de l'incidence de dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, lesquels comprennent une perte de 29 millions, avant et après impôts, découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Il y a lieu de se reporter à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des autres coûts liés à l'acquisition et à l'intégration pour le trimestre considéré et l'exercice précédent.

PE Canada

Le bénéfice net comptable et ajusté s'est élevé à 1 004 millions de dollars, en hausse de 254 millions, ou de 34 % dans les deux cas, par rapport à il y a un an. Les résultats s'expliquent par la hausse de 15 % des revenus, soit des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, l'augmentation des charges et la dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée eu égard à l'exercice précédent.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 681 millions de dollars, en hausse de 102 millions, ou de 18 %, par rapport à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 682 millions, en hausse de 96 millions, ou de 16 %. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné un recul de la croissance du bénéfice net, des revenus et des charges de 1 % respectivement.

Exprimé en dollars américains, le bénéfice net comptable s'est établi à 536 millions de dollars, un bond de 85 millions, ou de 19 %, comparativement à l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 537 millions, en hausse de 81 millions, ou de 18 %. Les résultats comptables et ajustés sont attribuables à une hausse de 9 % des revenus, soit des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, à une hausse des charges et à une hausse du recouvrement de pertes sur créances.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 315 millions de dollars, comparativement à 336 millions à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 316 millions, comparativement à 344 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 261 millions, en hausse de 5 millions, ou de 2 %, et, après ajustement, il a atteint 262 millions, en baisse de 2 millions, ou de 1 %, les revenus sous-jacents soutenus découlant de l'accroissement des actifs des clients, y compris le regain des marchés mondiaux, ayant été plus que compensé par l'augmentation des charges sous-jacentes et par l'incidence des dessaisissements. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 54 millions, en baisse de 26 millions par rapport à l'an dernier, en raison principalement des variations moins favorables du marché au cours du trimestre à l'étude par rapport à l'exercice précédent.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 705 millions de dollars, en hausse de 227 millions, ou de 47 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 712 millions, en hausse de 228 millions, ou de 47 %. Les résultats comptables et ajustés reflètent la poursuite de la forte croissance des revenus, les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ayant progressé en raison de la croissance particulièrement forte des commissions de prise ferme et de consultation et de l'augmentation des activités des clients du secteur Marchés mondiaux, du fait de l'augmentation des charges, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement, ainsi que d'un recouvrement de pertes sur créances au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation à la provision l'an dernier.

Services d'entreprise

Le bénéfice net comptable s'est établi à 228 millions de dollars et la perte nette ajustée s'est située à 130 millions, comparativement à une perte nette comptable et ajustée de 126 millions à l'exercice précédent. Les résultats comptables reflètent l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West et des dessaisissements afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, les résultats ajustés étant demeurés relativement inchangés.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 14,1 % au 31 janvier 2022, en hausse par rapport aux 13,7 % enregistrés à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2021, en raison d'une forte génération interne de fonds propres, ce qui comprend un avantage de 13 points de base attribuable aux mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West, ainsi que l'avantage découlant de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, ce qui a été en partie compensé par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques.

Qualité du crédit

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 99 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 156 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le total des recouvrements de pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 8 points de base, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 14 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 86 millions, a diminué de 129 millions par rapport à 215 millions l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 7 points de base, contre 19 points de base un an plus tôt. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 185 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 59 millions enregistré à l'exercice précédent. Le recouvrement inscrit pour le trimestre à l'étude est imputable en grande partie à une diminution de l'incertitude à l'égard des futures conditions de crédit et à la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par la croissance des soldes et l'évolution des perspectives économiques, alors que l'exercice précédent reflétait une amélioration des perspectives économiques et la migration favorable du crédit, en grande partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit.

Il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques du Rapport annuel de BMO pour 2021 ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 octobre 2021.

Favoriser un avenir durable et inclusif

BMO a une raison d'être bien ancrée : être un champion du progrès et un catalyseur de changement. Nous tirons parti de notre position en tant que fournisseur de services financiers de premier plan pour permettre aux collectivités et à nos parties prenantes d'apporter des changements positifs et durables, car nous croyons que la réussite peut et doit être mutuelle. Afin de soutenir nos clients, les collectivités et nos employés, BMO :

- a approuvé 2 milliards de dollars d'autorisations de crédit à plus de 33 500 entreprises au Canada grâce à notre plateforme de premier plan Affaires express BMO^{MC} lancée en octobre 2018. La plateforme de services bancaires numériques novatrice et intuitive facilite l'accès aux capitaux afin de donner aux entreprises les moyens d'améliorer vraiment leurs finances;
- s'est associé à PLATO, la seule entreprise de services et de formation en technologies de l'information dirigée par des Autochtones et dotée d'employés autochtones au Canada, pour offrir le programme re/Start d'Amazon Web Services (AWS re/Start) de manière virtuelle aux étudiants autochtones du Canada. Vingt-deux étudiants, dont certains sont issus de communautés isolées, ont commencé une formation intensive de 12 semaines en infonuagique, qui sera suivie d'un stage de six mois à BMO pour acquérir et appliquer ces compétences en cours d'emploi, et bénéficier de possibilités d'emplois à temps plein;

- s'est engagé à verser 100 millions de dollars pour le lancement du programme de prêts Services aux entreprises à portée de main - BMO pour les entrepreneurs noirs, qui offre aux propriétaires d'entreprise un meilleur accès aux fonds de roulement, aux ressources éducatives et aux partenariats professionnels pour les aider à démarrer, à étendre et à faire croître leur entreprise;
- le leadership de BMO a été une fois de plus reconnu dans de nombreux classements, notamment :
 - figure au classement 2022, établi par Corporate Knights, des 100 sociétés les plus durables au monde et est, pour la troisième année d'affilée, la Banque la plus durable en Amérique du Nord. La Banque s'est classée dans le premier quartile pour les sources de revenu durables et la diversité au sein de son conseil d'administration et de ses dirigeants;
 - figure à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour la septième année de suite, cette reconnaissance faisant de la Banque un chef de file mondial en matière d'inclusion des genres, ainsi qu'un leader dans le secteur financier;
 - BMO Harris Bank a été reconnue pour la cinquième année d'affilée, par la Human Rights Campaign Foundation, comme un chef de file du secteur en matière d'égalité en milieu de travail de la communauté LGBTQ+, ce qui lui a valu, en 2022, une note parfaite de 100 à l'indice d'égalité en entreprise (Corporate Equality, ou CEI).

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2021 et le Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2022, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2022 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2021	T1-2022		
			Rapport aux actionnaires	DFC	DCFPR
Généralités	1. Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	74-113	8	Table des matières	Table des matières
	2. Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	84-113, 136-138	43		
	3. Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	74-76	9, 43		
	4. Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	67	23		
Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/modèle opérationnel	5. Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	78-83			
	6. Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	83			
	7. Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	81			
	8. Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	82			
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9. Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	66-69			3-4, 10
	10. Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. • On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com sous Relations avec les investisseurs et Dépôt réglementaire de documents.	69	24-25		3-5
	11. Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.				6
	12. Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	65			
	13. Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	69-70			11
	14. Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques.	69-70, 84-87			11, 17, 18, 21-30 et 37-43
	15. Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants.				17-30 et 37-43
	16. Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché.				31, 57
	17. Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Nos paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans nos DCFPR.	108			58
Liquidité	18. Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	97-103	45, 49		
Financement	19. Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	99	46	37-38	
	20. Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	104-105	51-52		
	21. Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement.	100-101	46-47		
Risque de marché	22. Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	96	46		
	23. Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	92-96	44-45		
	24. Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	92-95, 108			

	25. Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu.	92-93	46		
Risque de crédit	26. Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	84-91, 160-166	18-19, 63-66	24-34	11-56
	27. Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	161,166			
	28. Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	88-89, 164	20, 65		
	29. Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	84-85, 91			35-48
	30. Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit.	84-85, 171,177, 205			16, 32, 44
Autres risques	31. Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	78-82, 106-113			
	32. Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	106-113			

Analyse des résultats

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 1^{er} mars 2022. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2022 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2021 et du rapport de gestion pour l'exercice 2021 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2021.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2021, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

9	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	39	Transaction avec des parties liées
10	Évolution de la situation économique et perspectives	39	Arrangements hors bilan
11	Faits saillants financiers	39	Méthodes comptables et principales estimations comptables
12	Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières	39	Provision pour pertes sur créances
15	Change	41	Modifications futures de méthodes comptables
16	Bénéfice net	41	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS ^m)
17	Revenus	42	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
19	Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	43	Gestion des risques
20	Prêts douteux	43	Risques pouvant influencer sur les résultats futurs
21	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	43	Risque de marché
21	Charges autres que d'intérêts	45	Risque de liquidité et de financement
21	Charge d'impôts sur le résultat	53	Expositions internationales
22	Bilan	54	Glossaire de termes financiers
23	Gestion du capital	57	États financiers consolidés intermédiaires
27	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	57	État consolidé des résultats
27	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	58	État consolidé du résultat global
28	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	59	Bilan consolidé
30	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	60	État consolidé des variations des capitaux propres
32	BMO Gestion de patrimoine	61	État consolidé des flux de trésorerie
34	BMO Marchés des capitaux	62	Notes afférentes aux états financiers consolidés
36	Services d'entreprise	79	Présentation à l'intention des investisseurs et des médias
37	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice		

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2022, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2022 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements (y compris en ce qui a trait à la carboneutralité), nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, la clôture de notre acquisition envisagée de Bank of the West, y compris les plans visant à combiner les activités de BMO et de Bank of the West, les incidences sur le plan des finances, de l'exploitation et des fonds propres, et la pandémie de COVID-19, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19 et d'autres éclosions éventuelles de maladies et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, la réforme des taux de référence, les changements technologiques et la résilience technologique, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les changements climatiques et d'autres questions liées au risque environnemental et social, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les pressions inflationnistes, les perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions proposées, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, la possibilité que notre acquisition envisagée de Bank of the West ne se concrétise pas ou ne se concrétise pas dans les délais prévus parce que les approbations réglementaires ne sont pas reçues ou que d'autres conditions de clôture ne sont pas remplies, ou ne le sont pas dans les délais voulus, que les approbations réglementaires requises n'auront pas été obtenus ou que d'autres conditions afférentes à la clôture n'auront pas été satisfaites ou ne le sont pas dans les délais voulus, sous réserve de conditions ou d'exigences préalables; les avantages prévus découlant de l'acquisition envisagée de Bank of the West, tels que la création de synergies et l'efficacité opérationnelle; notre capacité à appliquer des mesures de gestion de la juste valeur efficaces et les conséquences imprévues résultant de ces mesures; les modifications de nos cotes de crédit, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021 et à la section Gestion des risques du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2021, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives paraissant ailleurs dans le présent document, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2021, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Les hypothèses relatives au bilan, à la gamme de produits et aux marges de Bank of the West, ainsi que les hypothèses relatives à la sensibilité aux taux d'intérêt ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer la juste valeur et les montants de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles à la clôture, et les hypothèses relatives à notre plan d'intégration, à l'efficacité et à la durée de l'intégration et à l'alignement des responsabilités organisationnelles ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer les synergies de coûts avant impôts.

Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter aux sections Évolution de la situation économique et perspectives et Provision pour pertes sur créances qui suivent.

Évolution de la situation économique et perspectives¹⁾

La croissance annualisée du produit intérieur brut (PIB) réel au Canada est estimée à 6,5 % au quatrième trimestre de 2021, l'activité économique dépassant légèrement les niveaux d'avant la pandémie. Malheureusement, la propagation rapide du variant Omicron a entraîné un brusque repli de l'emploi en janvier, faisant en sorte que le PIB devrait stagner au premier trimestre de 2022, en raison des nouvelles restrictions économiques et des vives inquiétudes des consommateurs. Toutefois, à mesure que les restrictions actuelles sont levées, la croissance au chapitre de l'économie et de l'emploi devrait rebondir fortement suivant la demande refoulée pour des services en personne, le desserrement des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, la hausse des prix des produits de base et celle de l'épargne des ménages. L'activité sur le marché de l'habitation demeurera sans doute dynamique du fait de la montée de l'immigration, bien qu'on prévoie une modération des ventes en raison de l'érosion continue de l'abordabilité. Nous prévoyons que le PIB réel devrait croître de 4,0 % en 2022, succédant à un gain estimé à 4,7 % en 2021. Le taux de chômage devrait passer de 6,5 % en janvier 2022 à 5,4 % d'ici la fin de l'année, soit le niveau le plus bas depuis des décennies. L'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) a grimpé à 5,1 % en janvier 2022, soit un niveau record depuis les trente dernières années, et elle devrait se maintenir à un niveau élevé à court terme, avant qu'elle ne se replie à un taux de 4,0 % d'ici la fin de l'année à mesure que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'estomperont. Pour pallier l'inflation à la hausse, la Banque du Canada entend augmenter son taux du financement à un jour à compter de mars 2022, pour un total de 125 points de base en 2022. Les soldes des prêts hypothécaires à l'habitation à l'échelle du secteur d'activité devraient continuer de connaître une forte augmentation au premier semestre de 2022 face à la hausse du prix des logements et de l'emploi. Toutefois, cette croissance est appelée à ralentir au cours de l'année du fait que le marché de l'habitation se normalisera. Si la croissance des soldes de crédit à la consommation (à l'exception des prêts hypothécaires) a été limitée par l'épargne élevée et la réduction des dépenses de consommation, on s'attend à ce qu'elle augmente à mesure que seront levées les restrictions liées à la pandémie. À l'échelle du secteur, la croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier s'est accélérée de façon importante en raison de la reprise économique, mais elle devrait ralentir quelque peu au fur et à mesure que les taux d'intérêt augmentent.

Le PIB réel aux États-Unis a progressé de 7,0 %, sur une base annualisée, au quatrième trimestre de 2021 suivant la reconstitution des stocks et une reprise des dépenses de consommation, faisant en sorte que le niveau de l'activité économique a été de 3,2 % supérieur à celui enregistré à la fin de 2019. Malgré la propagation rapide du variant Omicron, les restrictions ont été moins nombreuses qu'au Canada; toutefois, l'annulation d'événements et les craintes des consommateurs pourraient encore avoir comme effet de ralentir la croissance de façon marquée au premier trimestre de 2022. En dépit du revers concernant le projet de loi « Build Back Better », il est encore possible que le Congrès adopte d'autres mesures fiscales avant les élections de mi-mandat de novembre, ce qui favoriserait la croissance économique. Le marché de l'habitation devrait conserver sa vigueur, bénéficiant de la croissance soutenue de l'emploi. En raison d'un certain relâchement des perturbations des chaînes d'approvisionnement, le PIB réel devrait croître de 3,5 % en 2022, comparativement à 5,7 % en 2021. Après avoir atteint 7,5 % en janvier 2022, soit un sommet depuis les quatre dernières décennies, l'inflation de l'IPC devrait se tasser à 4,5 % d'ici la fin de l'année, ce taux étant toutefois nettement supérieur aux niveaux d'avant la pandémie. Le taux de chômage devrait reculer pour passer de 4,0 % en janvier à 3,4 % à la fin de 2022. La Réserve fédérale envisage de hausser ses taux directeurs en mars 2022, soit de 125 points de base en tout en 2022. À l'échelle du secteur, la forte croissance des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation devrait ralentir dans un contexte de taux d'intérêt à la hausse. La croissance du crédit à la consommation s'est améliorée du fait de la demande accrue pour des services et devrait bénéficier de l'épargne élevée des ménages qui diminuera graduellement à mesure de son utilisation. La croissance, à l'échelle du secteur, des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier a commencé à s'améliorer et devrait se maintenir à un rythme modéré en raison des investissements soutenus des entreprises.

L'évolution imprévisible de la pandémie de COVID-19 expose les perspectives économiques à un degré élevé d'incertitude. La possibilité que des variants provoquent de graves maladies et qu'ils échappent à la protection des vaccins actuellement disponibles demeure une préoccupation. De plus, il pourrait être nécessaire de resserrer davantage les politiques monétaires pour maîtriser une inflation élevée persistante, ce qui entraînerait un ralentissement économique. D'autres risques en ce qui a trait à la montée de l'inflation découlent de l'incidence du conflit entre la Russie et l'Ukraine, des hausses insoutenables des prix des logements au Canada et aux États-Unis, des perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle internationale, de l'intensification des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, de nouveaux replis des marchés boursiers en Amérique du Nord et de l'instabilité potentielle dans certains marchés émergents du fait de la hausse des taux d'intérêt.

La section Évolution de la situation économique et perspectives renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1) Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section désignent une année civile plutôt qu'un exercice.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Sommaire de l'état des résultats 1)			
Revenus nets d'intérêts	4 019	3 756	3 578
Revenus autres que d'intérêts	3 704	2 817	3 397
Revenus	7 723	6 573	6 975
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	81	97	601
Revenus, déduction faite des SCVPI 2)	7 642	6 476	6 374
Dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux	86	84	215
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts productifs	(185)	(210)	(59)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(99)	(126)	156
Charges autres que d'intérêts	3 846	3 803	3 613
Charge d'impôts sur le résultat	962	640	588
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	2 933	2 159	2 017
Bénéfice net ajusté	2 584	2 226	2 038
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire) 1)			
Bénéfice de base par action	4,44	3,24	3,03
Bénéfice dilué par action	4,43	3,23	3,03
Bénéfice dilué par action ajusté	3,89	3,33	3,06
Dividendes déclarés par action	1,33	1,06	1,06
Valeur comptable d'une action	83,66	80,18	77,76
Cours de clôture de l'action	143,88	134,37	95,12
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	648,4	648,1	646,9
Nombre moyen de base	648,4	648,2	646,5
Nombre moyen dilué	650,3	650,1	647,4
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	93,3	87,1	61,5
Rendement de l'action (%)	3,7	3,2	4,5
Ratio de distribution (%)	30,0	32,7	35,0
Ratio de distribution ajusté (%)	34,1	31,7	34,6
Mesures et ratios financiers (%) 1)			
Rendement des capitaux propres	21,4	16,0	15,7
Rendement des capitaux propres ajustés	18,8	16,5	15,8
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	23,6	18,0	18,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	20,7	18,5	18,2
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	50,3	58,7	56,7
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	53,8	57,4	56,3
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	13,5	1,0	7,2
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	4,8	2,4	7,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,64	1,62	1,59
Taux d'impôt effectif	24,7	22,9	22,6
Taux d'impôt effectif ajusté	23,5	22,7	22,6
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations	(0,08)	(0,11)	0,14
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations	0,07	0,07	0,19
Ratio de liquidité à court terme (RLCT) 3)	129	125	130
Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) 3)	114	118	118
Bilan et autres informations (à la date de clôture, en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	1 023 172	988 175	973 211
Actif productif moyen	972 687	918 255	893 913
Solde brut des prêts et acceptations	499 568	474 847	466 922
Solde net des prêts et acceptations	497 163	472 283	463 734
Dépôts	704 949	685 631	672 500
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	54 246	51 965	50 300
Total des actifs pondérés en fonction des risques 4)	337 652	325 433	328 822
Actifs sous administration	657 974	634 713	666 168
Actifs sous gestion	332 581	523 270	518 726
Ratios des fonds propres (%) 4)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,1	13,7	12,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,5	15,4	14,2
Ratio du total des fonds propres	18,1	17,6	16,6
Ratio de levier	4,7	5,1	4,8
Cours de change (\$)			
Dollar CA/dollar US	1,2698	1,2376	1,2800
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2710	1,2546	1,2841

1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

2) Nous présentons les revenus, le ratio d'efficacité et le levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI, ce qui réduit la variabilité des revenus d'assurance découlant des variations de la juste valeur, lesquelles sont grandement atténuées par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est reflétée dans les SCVPI.

3) Le RLCT et le RSLLT sont présentés selon la ligne directrice Normes de liquidité (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.

4) Les ratios des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques sont présentés selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, le cas échéant.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos groupes d'exploitation, ce qui comprend des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Nos mesures non conformes aux PCGR se classent généralement comme suit :

Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

Mesures, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)

Nous présentons également les revenus comptables et ajustés déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) et notre ratio d'efficacité et notre levier d'exploitation sont calculés sur une base similaire, comme indiqué dans le rapprochement présenté à la section Revenus. Les mesures et les ratios présentés déduction faite des SCVPI sont non conformes aux PCGR. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, lesquelles sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI. La présentation et l'analyse des revenus, des ratios d'efficacité et du levier d'exploitation, sur une base nette, réduisent la variabilité des résultats, ce qui permet de mieux évaluer les résultats d'exploitation. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Présentation des résultats sur une base d'imposition comparable (bic)

Nous analysons les revenus consolidés sur une base comptable. À l'instar des membres du groupe de référence au Canada, nous analysons les revenus de nos groupes d'exploitation sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis, relativement aux titres exonérés d'impôts, sont augmentés à un montant équivalent avant impôts. La compensation de cet ajustement est reflétée dans les Services d'entreprise. La présentation des résultats sur une bic reflète la façon dont nos groupes d'exploitation gèrent leurs activités et facilite la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. Le taux d'impôt effectif est également analysé sur une bic pour assurer l'uniformité des méthodes, et la compensation des ajustements des unités d'exploitation est comptabilisée dans les Services d'entreprise.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il est significatif parce qu'il mesure uniformément la performance des unités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Présentation des résultats en dollars américains

Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que BMO mène aux États-Unis ne sont pas conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Change pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats.

Nous présentons les résultats de PE États-Unis, ainsi que certaines informations sectorielles aux États-Unis relatives à la Banque, à BMO Gestion de patrimoine, à BMO Marchés des capitaux et aux Services d'entreprise, en dollars américains. La présentation des résultats en dollars américains est utile pour évaluer la performance sous-jacente sans que n'intervienne la variabilité causée par les fluctuations des cours de change.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Résultats comptables			
Revenus	7 723	6 573	6 975
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(81)	(97)	(601)
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 642	6 476	6 374
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	99	126	(156)
Charges autres que d'intérêts	(3 846)	(3 803)	(3 613)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	3 895	2 799	2 605
Charge d'impôts sur le résultat	(962)	(640)	(588)
Bénéfice net	2 933	2 159	2 017
BPA dilué (\$)	4,43	3,23	3,03
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)			
Incidence des dessaisissements 1)	(29)	-	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	562	-	-
Incidence des éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)	533	-	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)			
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	(12)	(1)	(3)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	(8)	(20)	(25)
Incidence des dessaisissements 1)	3	(62)	-
Incidence des éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)	(17)	(83)	(28)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (avant impôts)	516	(83)	(28)
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts)			
Incidence des dessaisissements 1)	(29)	-	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	413	-	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts)	384	-	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)			
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	(10)	(1)	(2)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	(6)	(14)	(19)
Incidence des dessaisissements 1)	(19)	(52)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)	(35)	(67)	(21)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (après impôts)	349	(67)	(21)
Incidence sur le BPA dilué (\$)	0,54	(0,10)	(0,03)
Résultats ajustés			
Revenus	7 190	6 573	6 975
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(81)	(97)	(601)
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 109	6 476	6 374
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	99	126	(156)
Charges autres que d'intérêts	(3 829)	(3 720)	(3 585)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	3 379	2 882	2 633
Charge d'impôts sur le résultat	(795)	(656)	(595)
Bénéfice net	2 584	2 226	2 038
BPA dilué (\$)	3,89	3,33	3,06

- 1) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence de dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, laquelle tient compte d'une perte de 29 millions de dollars, avant et après impôts, découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.
- 2) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tient compte des revenus et des charges découlant de l'acquisition annoncée de Bank of the West : des revenus de 413 millions de dollars (562 millions avant impôts) afférents à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, dont des profits à la valeur de marché de 517 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêts comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des revenus d'intérêts de 45 millions, avant impôts, tirés d'un portefeuille de titres du Trésor des États-Unis inscrits dans les revenus nets d'intérêts, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions (8 millions avant impôts) inscrits dans les charges autres que d'intérêts. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.
- 3) Les coûts d'intégration de l'acquisition de Clearpool au premier trimestre de 2022 et ceux de KGS-Alpha et de Clearpool au quatrième trimestre de 2021 et au premier trimestre de 2021 sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration de l'acquisition se ventilent comme suit : 4 millions de dollars (3 millions après impôts) au premier trimestre de 2022, 1 million (1 million après impôts) au quatrième trimestre de 2021 et 3 millions (2 millions après impôts) au premier trimestre de 2021.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent et se ventile comme suit : 8 millions de dollars (6 millions après impôts) au premier trimestre de 2022, 20 millions (14 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2021 et 25 millions (19 millions après impôts) au premier trimestre de 2021.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

								Résultat sectoriels aux États-Unis 1) (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
T1-2022								
Bénéfice (perte) net comptable	1 004	681	1 685	315	705	228	2 933	1 145
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2)	-	-	-	-	3	7	10	7
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	-	1	1	1	4	-	6	4
Incidence des dessaisissements 4)	-	-	-	-	-	48	48	(40)
Gestion des variations de la juste à l'acquisition de Bank of the West 5)	-	-	-	-	-	(413)	(413)	(325)
Bénéfice (perte) net ajusté	1 004	682	1 686	316	712	(130)	2 584	791
T4-2021								
Bénéfice (perte) net comptable	933	509	1 442	345	531	(159)	2 159	618
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2)	-	-	-	-	1	-	1	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	-	6	6	4	4	-	14	9
Incidence des dessaisissements 4)	-	-	-	-	-	52	52	4
Bénéfice (perte) net ajusté	933	515	1 448	349	536	(107)	2 226	633
T1-2021								
Bénéfice (perte) net comptable	750	579	1 329	336	478	(126)	2 017	672
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2)	-	-	-	-	2	-	2	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	-	7	7	8	4	-	19	9
Bénéfice (perte) net ajusté	750	586	1 336	344	484	(126)	2 038	683

1) Les résultats sectoriels aux États-Unis présentés en dollars américains sont des montants non conformes aux PCGR.

- 2) Les coûts d'intégration de l'acquisition de Clearpool au premier trimestre de 2022 et ceux de KGS-Alpha et de Clearpool au quatrième trimestre de 2021 et au premier trimestre de 2021 sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration de l'acquisition se ventilent comme suit : 4 millions de dollars (3 millions après impôts) au premier trimestre de 2022, 1 million (1 million après impôts) au quatrième trimestre de 2021 et 3 millions (2 millions après impôts) au premier trimestre de 2021.
- 3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions est imputé aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation : montants de néant au premier trimestre de 2022, au quatrième trimestre de 2021 et au premier trimestre de 2021, pour PE Canada; montants avant impôts de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2022, de 9 millions au quatrième trimestre de 2021 et au premier trimestre de 2021, pour PE États-Unis; montants avant impôts de 1 million au premier trimestre de 2022, de 6 millions au quatrième trimestre de 2021 et de 10 millions pour le premier trimestre de 2021, pour BMO Gestion de patrimoine; montants avant impôts de 5 millions au premier trimestre de 2022 et au quatrième trimestre de 2021 et de 6 millions au premier trimestre de 2021, pour BMO Marchés des capitaux.
- 4) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements liés la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, laquelle tient compte d'une perte de 29 millions de dollars, avant et après impôts, découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, ainsi qu'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.
- 5) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tient compte des revenus et des charges découlant de l'acquisition annoncée de Bank of the West : des revenus de 413 millions de dollars (562 millions avant impôts) afférents à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, dont des profits à la valeur de marché de 517 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêts comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des revenus d'intérêts de 45 millions, avant impôts, tirés d'un portefeuille de titres du Trésor des États-Unis inscrits dans les revenus nets d'intérêts, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions (8 millions avant impôts) imputés aux charges autres que d'intérêts. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur l'acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.

Revenus nets, ratio d'efficacité et levier d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Données comptables			
Revenus	7 723	6 573	6 975
SCVPI	81	97	601
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 642	6 476	6 374
Charges autres que d'intérêts	3 846	3 803	3 613
Ratio d'efficacité (%)	49,8	57,9	51,8
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	50,3	58,7	56,7
Croissance des revenus (%)	10,7	9,8	3,4
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	19,9	8,2	5,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	6,4	7,2	(1,5)
Levier d'exploitation (%)	4,3	2,6	4,9
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	13,5	1,0	7,2
Données ajustées 1)			
Revenus	7 190	6 573	6 975
Incidences des éléments d'ajustement sur les revenus	(533)	-	-
SCVPI	81	97	601
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 109	6 476	6 374
Incidences des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts	(17)	(83)	(28)
Charges autres que d'intérêts	3 829	3 720	3 585
Ratio d'efficacité (%)	53,2	56,6	51,4
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	53,8	57,4	56,3
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	11,5	8,2	5,7
Croissance de charges autres que d'intérêts (%)	6,7	5,8	(1,4)
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	4,8	2,4	7,1

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1 à 4 du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières relativement aux éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Bénéfice net comptable	2 933	2 159	2 017
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres	(55)	(59)	(56)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A)	2 878	2 100	1 961
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts	6	14	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B)	2 884	2 114	1 980
Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts 1)	(355)	53	2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C)	2 529	2 167	1 982
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D)	53 345	52 113	49 648
Rendement des capitaux propres (%) (= A/D)	21,4	16,0	15,7
Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D)	18,8	16,5	15,8
Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E) 2)	48 431	46 580	43 137
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E)	23,6	18,0	18,2
Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E)	20,7	18,5	18,2

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1 à 4 du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D ci-dessus) qui sont ajustés en fonction d'un écart d'acquisition de 5 031 millions de dollars au premier trimestre de 2022, de 5 455 millions au quatrième trimestre de 2021 et de 6 370 millions au premier trimestre de 2021 et d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 138 millions au premier trimestre de 2022, de 349 millions au quatrième trimestre de 2021 et de 414 millions au premier trimestre de 2021, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes de 255 millions au premier trimestre de 2022, de 271 millions au quatrième trimestre de 2021 et de 273 millions au premier trimestre de 2021.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les méthodes d'imputation des fonds propres sont passées en revue chaque année.

Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation

	T1-2022							T4-2021	T1-2021
	BMO								
(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total - PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Total de la Banque	Total de la Banque
Résultats comptables									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	993	670	1 663	313	695	207	2 878	2 100	1 961
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 406	13 667	25 073	5 167	11 075	12 030	53 345	52 113	49 648
Rendement des capitaux propres (%)	34,5	19,5	26,3	24,0	24,9	s. o.	21,4	16,0	15,7
Résultats ajustés									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	993	671	1 664	314	702	(151)	2 529	2 167	1 982
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 406	13 667	25 073	5 167	11 075	12 030	53 345	52 113	49 648
Rendement des capitaux propres (%)	34,6	19,5	26,3	24,1	25,1	s. o.	18,8	16,5	15,8

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a reculé en regard de 2021, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues en 2022 et en 2021. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur notre bénéfice net. Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2022	
	c. T1-2021	c. T4-2021
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,2710	1,2710
Période antérieure	1,2841	1,2546
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(15)	19
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(9)	11
Augmentation (diminution) des revenus	(24)	30
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	1
Diminution (augmentation) des charges	13	(17)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	2	(4)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	(9)	10
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	(0,01)	0,02
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(15)	19
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(9)	11
Augmentation (diminution) des revenus	(24)	30
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	1
Diminution (augmentation) des charges	13	(17)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	2	(4)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	(9)	10
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	(0,01)	0,02

Les résultats ajustés de la présente section ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 933 millions de dollars, en hausse de 916 millions, ou de 45 %, comparativement à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 584 millions, en hausse de 546 millions, ou de 27 %. Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, notamment des revenus de 413 millions (562 millions avant impôts) afférents à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions (8 millions avant impôts). Les résultats ajustés excluent également l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique lesquels comprennent une perte de 29 millions, avant et après impôts, découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, ainsi qu'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Ces deux périodes ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. Le BPA comptable a atteint 4,43 \$, soit une hausse de 1,40 \$ comparativement à un an plus tôt, et le BPA ajusté s'est établi à 3,89 \$, en hausse de 0,83 \$.

Les résultats reflètent une forte croissance des revenus et un recouvrement des pertes sur créances au cours du trimestre à l'étude comparativement à une dotation à la provision l'an dernier, en partie contrée par une augmentation des charges. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de même que celui des Services bancaires PE, alors que le bénéfice net de BMO Gestion de patrimoine a reculé et l'incidence des dessaisissements a plus que contrebalancé l'excellente croissance sous-jacente. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont enregistré un bénéfice net au cours du trimestre à l'étude alors qu'ils avaient inscrit une perte nette un an plus tôt, en raison des éléments précités; la perte nette ajustée est demeurée relativement inchangée.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable a progressé de 774 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 358 millions, ou de 16 %. Les résultats du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés. Les résultats ajustés du trimestre précédent ne tiennent pas compte de l'incidence des dessaisissements de 52 millions (62 millions avant impôts) afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration enregistrés pour le trimestre à l'étude et le trimestre précédent. Le BPA comptable a augmenté de 1,20 \$ par rapport au trimestre précédent, alors que le BPA ajusté a progressé de 0,56 \$.

Les résultats reflètent principalement une hausse de revenus et un recouvrement de pertes sur créances, contrés en partie par une augmentation des charges. Le bénéfice net a augmenté dans le cas de nos Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux. Le bénéfice net de BMO Gestion de patrimoine a reculé, en raison partiellement de l'incidence des dessaisissements. Les Services d'entreprise ont enregistré un bénéfice net comptable au cours du trimestre à l'étude alors qu'ils ont affiché une perte nette au trimestre précédent, et sur une base ajustée, la perte nette a été plus élevée comparativement au trimestre précédent.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du bénéfice net, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Les revenus comptables se sont élevés à 7 723 millions de dollars, en hausse de 748 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent alors que les revenus ajustés se sont chiffrés à 7 190 millions, en hausse de 215 millions, ou de 3 %. Les revenus ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte d'un montant de 562 millions découlant des mesures de gestion de la juste valeur dont il a été question précédemment et d'une perte de 29 millions découlant de la conversion des monnaies étrangères liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux ont augmenté, du fait d'un accroissement particulièrement fort des commissions de prise ferme et de consultation dégagées par le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et de l'incidence des niveaux soutenus des activités menées par les clients de Marchés mondiaux, et les revenus des Services bancaires PE ont également progressé, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. BMO Gestion de patrimoine a affiché une diminution des revenus, car les revenus plus élevés dégagés de la croissance sous-jacente soutenue des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été plus que compensés par l'incidence des dessaisissements et la diminution des revenus d'assurance. Les revenus comptables inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté par rapport à l'an dernier en raison des éléments précités et les revenus ajustés sont demeurés relativement inchangés.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 4 019 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 441 millions, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 3 974 millions, en hausse de 396 millions, ou de 11 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de revenus nets d'intérêts non liés à la négociation de 45 millions découlant de l'application des mesures de gestion de la juste valeur. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont atteint 3 410 millions, en hausse de 310 millions, ou de 10 %, principalement en raison des Services bancaires PE. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont chiffrés à 564 millions, en hausse de 86 millions, ou de 18 %.

L'actif productif moyen s'est établi à 972,7 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 78,8 milliards, ou de 9 %, du fait principalement de la croissance des prêts et de l'augmentation des soldes de trésorerie et de valeurs mobilières.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO de 1,64 % s'est améliorée de 5 points de base en regard de l'exercice précédent, en raison essentiellement de meilleures marges de PE Canada et de l'incidence des éléments d'ajustement précités, facteurs en partie compensés par le niveau accru d'actifs liquides des Services d'entreprise. La marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif de 1,68 %, s'est élargie de 4 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 3 623 millions de dollars, en hausse de 827 millions, ou de 30 % par rapport à l'exercice précédent et les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 3 135 millions, en hausse de 339 millions, ou de 12 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des revenus de négociation de 517 millions découlant de l'application des mesures de gestion de la juste valeur. Les résultats se sont accrus dans la plupart des catégories, ce qui a été en partie contrebalancé par l'incidence des dessaisissements.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 552 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, qui sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe et des actifs sous forme de titres de participation qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur est en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, qui sont prises en compte dans la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Les revenus comptables ont augmenté de 1 150 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au trimestre précédent, et les revenus ajustés ont monté de 617 millions, ou de 9 %. Les éléments d'ajustement pour le trimestre à l'étude ont été énoncés précédemment. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 1 166 millions, ou de 18 %, par rapport au trimestre précédent et les revenus nets ajustés ont augmenté de 633 millions, ou de 10 %.

Les revenus inscrits par BMO Marchés des capitaux ont progressé en raison principalement de la vigueur soutenue des activités des clients de Marchés mondiaux et d'un accroissement particulièrement fort des commissions de prise ferme et de consultation des secteurs Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, et les revenus des Services bancaires PE ont également progressé, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. BMO Gestion de patrimoine a affiché une diminution des revenus, car les revenus plus élevés dégagés de la croissance sous-jacente des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été plus que compensés par l'incidence des dessaisissements. Les revenus comptables inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté par rapport au trimestre précédent en raison des éléments précités; toutefois, les revenus ajustés sont demeurés relativement inchangés.

Les revenus nets d'intérêts comptables ont augmenté de 263 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés ont progressé de 218 millions, ou de 6 %. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont monté de 193 millions, ou de 6 %, principalement en raison des Services bancaires PE. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation ont augmenté de 25 millions, ou de 5 %.

L'actif productif moyen a progressé de 54,4 milliards de dollars, ou de 6 %, du fait principalement de l'augmentation des valeurs mobilières, de la croissance des prêts et de celle des titres pris en pension ou empruntés.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est améliorée de 2 points de base, en raison essentiellement de l'élargissement des marges de nos Services bancaires PE et de l'incidence de l'élément d'ajustement précité, facteurs en partie compensés par le niveau plus élevé des actifs à faible rendement de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise. La marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est accrue de 2 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 903 millions de dollars, ou de 33 %, par rapport au trimestre précédent et les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 415 millions, ou de 15 %. Les résultats se sont accrues dans la plupart des catégories et ont été contrés en partie par l'incidence des dessaisissements.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 31 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des ventes de rentes, en partie contrebalancée par les variations de la juste valeur des placements. La diminution des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, et sur les résultats présentés sur la base des revenus nets que renferme la présente section qui traite des revenus, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)			Actif productif moyen 3)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	T1-2022	T4-2021	T1-2021	T1-2022	T4-2021	T1-2021	T1-2022	T4-2021	T1-2021
PE Canada	1 787	1 712	1 608	264 764	258 074	239 777	268	263	266
PE États-Unis	1 156	1 074	1 091	131 569	123 154	123 411	349	346	351
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	2 943	2 786	2 699	396 333	381 228	363 188	295	290	295
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 3)	1 076	970	879	576 354	537 027	530 725	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable	4 019	3 756	3 578	972 687	918 255	893 913	164	162	159
Total ajusté	3 974	3 756	3 578	972 687	918 255	893 913	162	162	159
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs de négociation	564	539	478	165 915	149 620	145 398	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	3 455	3 217	3 100	806 772	768 635	748 515	170	166	164
Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	3 410	3 217	3 100	806 772	768 635	748 515	168	166	164
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	910	856	850	103 525	98 169	96 121	349	346	351

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les revenus des groupes d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts, ce qui n'est pas conforme aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières et à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

3) L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période de un an.

4) Pour de plus amples renseignements sur les revenus d'intérêts de ces autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise, il y a lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

s. o. - sans objet

Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 99 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 156 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le total des recouvrements de pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 8 points de base, comparativement à un ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 14 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 86 millions, a diminué de 129 millions par rapport à 215 millions l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 7 points de base, contre 19 points de base un an plus tôt. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 185 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 59 millions enregistré à l'exercice précédent. Le recouvrement pour le trimestre considéré reflète essentiellement une diminution des incertitudes en matière de conditions de crédit futures et une migration favorable du crédit, en partie contrées par la croissance des soldes et l'évolution des perspectives économiques alors que les chiffres de l'exercice précédent reflétaient une amélioration des perspectives économiques et la migration favorable du crédit, en grande partie contrebalancées par l'incidence d'une conjoncture économique incertaine sur les conditions de crédit.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 99 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 126 millions pour le trimestre précédent. Le total des recouvrements de pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 8 points de base, comparativement à 11 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 2 millions en regard du trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances enregistrée pour PE Canada qui a été contrée en partie par une baisse des dotations d'autres entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 7 points de base, ce ratio étant demeuré inchangé depuis le trimestre précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 185 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 210 millions enregistré pour le trimestre précédent. Le recouvrement pour le trimestre considéré reflète essentiellement l'allègement des incertitudes en matière de conditions de crédit futures et une migration favorable du crédit, en partie contrés par la croissance des soldes et l'évolution des perspectives économiques, alors que les chiffres du trimestre précédent reflétaient principalement une amélioration des perspectives économiques et la migration favorable du crédit, en partie contrebalancées par la croissance des soldes de prêts.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1-2022							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	100	3	103	-	(16)	(1)	86
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(76)	(77)	(153)	4	(35)	(1)	(185)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	24	(74)	(50)	4	(51)	(2)	(99)
T4-2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	89	5	94	1	(9)	(2)	84
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(94)	(33)	(127)	(6)	(79)	2	(210)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(5)	(28)	(33)	(5)	(88)	-	(126)
T1-2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	150	20	170	1	45	(1)	215
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(2)	(51)	(53)	(4)	(2)	-	(59)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	148	(31)	117	(3)	43	(1)	156

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	(0,08)	(0,11)	0,14
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,07	0,07	0,19

Prêts douteux

Le total du solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est chiffré à 2 219 millions de dollars, comparativement à 3 442 millions pour l'exercice précédent, la plus forte baisse des prêts douteux étant attribuable au secteur pétrolier et gazier. Le SBPD a augmenté de 50 millions par rapport à 2 169 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 462 millions de dollars, comparativement à 665 millions un an plus tôt et à 295 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
SBPD à l'ouverture de la période	2 169	2 430	3 638
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	462	295	665
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(134)	(153)	(182)
Remboursements, montant net	(226)	(269)	(402)
Montants sortis du bilan	(78)	(106)	(179)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	-	(18)	(14)
Fluctuations des cours de change et autres variations	26	(10)	(84)
SBPD à la clôture de la période	2 219	2 169	3 442
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,44	0,46	0,74

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 81 millions de dollars, en baisse de 520 millions par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, en raison essentiellement de l'augmentation des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les SCVPI ont diminué de 16 millions par rapport au trimestre précédent, du fait de la diminution des ventes de rentes en partie compensée par des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Ces variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 846 millions de dollars, en hausse de 233 millions, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 829 millions, en hausse de 244 millions, ou de 7 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées du trimestre à l'étude excluent les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 8 millions imputables à l'acquisition annoncée de Bank of the West et un recouvrement net de charges de 3 millions se rapportant à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Ces deux périodes ne tiennent pas compte non plus de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. La hausse des charges s'explique principalement par la montée des frais liés au personnel, ce qui comprend les coûts de la rémunération liée au rendement, des frais de publicité et d'expansion des affaires et des coûts liés au matériel informatique et au matériel, en partie compensée par les dessaisissements.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 49,8 %, comparativement à 51,8 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets¹⁾, le ratio d'efficacité comptable s'est fixé à 50,3 %, comparativement à 56,7 % à l'exercice précédent, tandis que le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 53,8 %, comparativement à 56,3 % à l'exercice précédent.

Le levier d'exploitation brut comptable a été de +4,3 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +13,5 %, et de +4,8 % pour le levier d'exploitation ajusté.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 43 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 109 millions, ou de 3 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées pour le trimestre à l'étude ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés. Le trimestre considéré et le trimestre précédent ne tiennent pas compte de l'incidence des dessaisissements, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. La hausse des charges comptables et ajustées découle surtout de la hausse des frais liés au personnel, en raison de la rémunération fondée sur des actions versée aux employés admissibles à la retraite, ces frais étant passés en charges au premier trimestre de chaque exercice, ainsi que du caractère saisonnier des prestations, en partie contrebalancés par les dessaisissements, la baisse des honoraires, les coûts liés au matériel informatique et au matériel, les frais de bureau et les frais de publicité et d'expansion des affaires.

Le ratio d'efficacité brute comptable s'est établi à 49,8 %, comparativement à 57,9 % pour le trimestre précédent. Sur la base des revenus nets, le ratio d'efficacité comptable s'est situé à 50,3 %, contre 58,7 % au trimestre précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 53,8 %, comparativement à 57,4 % au trimestre précédent.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

1) Ce ratio est calculé à partir des revenus et des charges autres que d'intérêts. Pour obtenir plus de renseignements sur les revenus, il y a lieu de se reporter à la section Revenus.

Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 962 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 374 millions par rapport au premier trimestre de 2021 et de 322 millions par rapport au quatrième trimestre de 2021. Le taux d'impôt effectif a été de 24,7 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 22,6 % pour le premier trimestre de 2021 et à 22,9 % pour le quatrième trimestre de 2021.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 795 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 200 millions par rapport au premier trimestre de 2021 et de 139 millions par rapport au quatrième trimestre de 2021. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 23,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 22,6 % pour le premier trimestre de 2021 et 22,7 % pour le quatrième trimestre de 2021. La hausse du taux d'impôt effectif et du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de ceux de l'exercice précédent et du trimestre précédent est principalement attribuable à la composition des résultats, y compris l'incidence d'un regain du bénéfice avant impôts pour le trimestre à l'étude.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bilan

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 janvier 2022

Au 31 octobre 2021

Actifs		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	58 696	101 564
Valeurs mobilières	276 065	232 849
Titres pris en pension ou empruntés	117 444	107 382
Solde net des prêts et acceptations	497 163	472 283
Instruments dérivés	34 827	36 713
Autres actifs	38 977	37 384
Total des actifs	1 023 172	988 175
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	704 949	685 631
Instruments dérivés	29 825	30 815
Titres mis en pension ou prêtés	107 979	97 556
Autres passifs	112 134	109 757
Dette subordonnée	8 481	6 893
Capitaux propres	59 804	57 523
Total des passifs et des capitaux propres	1 023 172	988 175

Au 31 janvier 2022, le total des actifs atteignait 1 023,2 milliards de dollars, en hausse de 35,0 milliards en regard du 31 octobre 2021. Le raffermissement du dollar américain a conduit à une augmentation des actifs de 11,5 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 42,9 milliards de dollars, en raison de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les activités de gestion de la trésorerie ont réduit les soldes de trésorerie détenus auprès des banques centrales et affecté le produit à l'achat de titres du Trésor américain dans le cadre des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de Bank of the West. Il y a lieu de consulter la section Faits marquants pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion de la juste valeur. Les soldes de trésorerie ont également diminué en partie pour financer la croissance des dépôts des clients.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 43,2 milliards de dollars, du fait des mesures de gestion de la juste valeur précitées, de l'augmentation des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont grimpé de 10,1 milliards de dollars, étant donné l'augmentation des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, aux activités de gestion de trésorerie des Services d'entreprise et à l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le solde net des prêts et acceptations a progressé de 24,9 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 21,2 milliards, ce qui reflète la croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation et l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont progressé de 1,9 milliard en raison de la croissance enregistrée par PE Canada et par BMO Gestion de patrimoine, et de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 1,6 milliard du fait principalement de la croissance enregistrée par PE Canada.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 1,9 milliard de dollars, en raison de la diminution de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base et sur taux d'intérêt, en partie contrée par l'augmentation de la juste valeur des contrats sur titres de participation.

Les autres actifs ont augmenté de 1,6 milliard de dollars en partie en raison des soldes plus élevés de sûretés en trésorerie versées à des contreparties et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, facteurs compensés en partie par la réduction de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition en lien avec la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les passifs ont augmenté de 32,7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2021. Le raffermissement du dollar américain a contribué à la hausse des passifs de l'ordre de 11,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 19,3 milliards de dollars en raison surtout de l'incidence du raffermissement du dollar américain, de la hausse des soldes de financement de gros de BMO Marchés des capitaux découlant de l'intensification des activités menées par les clients dans le cadre de nos activités de négociation, de la hausse des soldes de financement de gros des activités de gestion de la trésorerie et de l'accroissement des dépôts des clients de BMO Gestion de patrimoine et de PE Canada, ce qui a été contré en partie par une baisse des dépôts des clients de BMO Marchés des capitaux et de celle des dépôts des clients dans la monnaie d'origine de PE États-Unis.

Les passifs financiers dérivés ont diminué de 1,0 milliard de dollars, du fait de la baisse de la juste valeur des contrats de change, en partie contrée par la hausse de la juste valeur des contrats sur titres de participation et sur produits de base.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 10,4 milliards de dollars, en raison de l'intensification des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les autres passifs ont augmenté de 2,4 milliards de dollars du fait essentiellement de l'augmentation des titres vendus à découvert imputable au niveau plus soutenu des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de la hausse du financement garanti des activités de gestion de la trésorerie, en partie compensées par la diminution des sûretés en trésorerie reçues à l'égard des transactions sur dérivés hors cote et la baisse des acceptations.

La dette subordonnée a augmenté de 1,6 milliard de dollars en raison surtout des nouvelles émissions au cours du trimestre considéré.

Les capitaux propres ont augmenté de 2,3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2021, du fait surtout de la hausse des résultats non distribués et de celle du cumul des autres éléments du résultat global. Les résultats non distribués ont progressé de 2,0 milliards du fait du bénéfice net gagné pendant le trimestre à l'étude, ce qui a été atténué en partie par les dividendes et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Le cumul des autres éléments du résultat global a augmenté de 0,2 milliard, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, de l'amélioration de la situation de nos régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel attribuable à la hausse de la valeur des actifs des régimes de retraite et à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le passif au titre des régimes de retraite, ces facteurs étant contrés par l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur les couvertures des flux de trésorerie.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2022

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 14,1 % au 31 janvier 2022, en hausse par rapport aux 13,7 % enregistrés à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2021, en raison d'une forte génération interne de fonds propres, comprenant un avantage de 13 points de base du fait des mesures de gestion de la juste valeur afférentes à l'acquisition annoncée de Bank of the West et de l'avantage découlant de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, ce qui a été en partie contré par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques. Il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion de la juste valeur.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 47,6 milliards de dollars au 31 janvier 2022, en hausse par rapport à 44,5 milliards au 31 octobre 2021, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués, y compris les revenus dégagés des mesures de gestion de la juste valeur précitées, et de l'élimination de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles associés à la vente des activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au cours du trimestre.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 337,7 milliards de dollars au 31 janvier 2022, en hausse par rapport à 325,4 milliards au 31 octobre 2021, du fait essentiellement de l'augmentation de la taille des actifs attribuable à la croissance des prêts aux entreprises, et de l'incidence des fluctuations de change, facteurs en partie contrés par l'incidence d'un changement apporté à la méthodologie afférente à la migration de certains portefeuilles qui est passée de l'approche standard à l'approche fondée sur les notations internes ainsi que des changements positifs apportés à la qualité des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 15,5 % et à 18,1 % au 31 janvier 2022, comparativement à 15,4 % et à 17,6 %, respectivement, au 31 octobre 2021. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout des facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, en partie contrés par le rachat annoncé des actions privilégiées. Le ratio du total des fonds propres a augmenté en raison des facteurs ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 et d'une émission de billets subordonnés.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, en fonction du bilan actuel et en prévision des répercussions de l'acquisition annoncée de Bank of the West, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Notre ratio de levier se situait à 4,7 % au 31 janvier 2022, en baisse par rapport à 5,1 % à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2021, en raison de l'accroissement de l'exposition aux fins du ratio de levier, essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes sur titres, à l'expiration de l'exclusion temporaire des titres d'émetteurs souverains dans la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier et des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition annoncée de la Bank of the West, de la croissance des prêts et des fluctuations de change, facteurs en partie contrebalancés par la hausse des fonds propres de catégorie 1.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 28,7 % et à 8,7 % au 31 janvier 2022, contre respectivement 27,8 % et 9,3 % au 31 octobre 2021. Les exigences minimales relatives à la TLAC établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) comprennent le ratio TLAC fondé sur les risques de 24,0 % des actifs pondérés en fonction des risques et le ratio de levier TLAC de 6,75 %. Ces exigences sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2021.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé que les règles de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication de renseignements avaient été révisées, reflet de la mise en œuvre au Canada des dernières réformes bancaires de Bâle III. La plupart des révisions apportées prendront effet au deuxième trimestre de 2023, tandis que les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet au cours de l'exercice 2024.

Le 10 décembre 2021, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure demeurera à 2,50 % du total des actifs pondérés en fonction du risque.

Avec prise d'effet le 4 novembre 2021, le BSIF a annoncé que les institutions peuvent de nouveau augmenter les dividendes réguliers et racheter des actions ordinaires, ces restrictions ayant été mises en place le 13 mars 2020.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021 pour une analyse plus détaillée sur l'évolution des exigences en matière de réglementation et pour obtenir un sommaire des modifications apportées aux exigences en matière de fonds propres que le BSIF a annoncées en 2020 visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la pandémie de COVID-19. En ce qui concerne les ajustements de nature temporaire, le BSIF continuera de surveiller étroitement les perspectives économiques et financières et de fournir des lignes directrices concernant l'allègement des modifications.

Fonds propres réglementaires et TLAC

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 janvier 2022
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	2,5 %	10,5 %	14,1 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	2,5 %	12,0 %	15,5 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	2,5 %	14,0 %	18,1 %
Ratio TLAC 3)	18,0 %	3,5 %	2,5 %	24,0 %	28,7 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,7 %
Ratio de levier TLAC 3)	6,75 %	s. o.	s. o.	6,75 %	8,7 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au premier trimestre de 2022). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, est présentement établie à 2,5 % au 31 janvier 2022. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

3) En vigueur le 1^{er} novembre 2021.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires et TLAC ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	54 246	51 965	50 300
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(6 636)	(7 474)	(9 365)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	47 610	44 491	40 935
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	4 958	5 558	5 848
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(87)	(83)	(83)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 871	5 475	5 765
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	52 481	49 966	46 700
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	8 619	7 286	7 963
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(51)	(79)
Fonds propres de catégorie 2	8 569	7 235	7 884
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	61 050	57 201	54 584
Autres instruments TLAC 4)	35 909	33 238	26 318
Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC	(70)	(86)	(41)
Autres instruments TLAC disponibles après ajustements	35 839	33 152	26 277
TLAC	96 889	90 353	80 861
Actifs pondérés en fonction des risques 5)	337 652	325 433	328 822
Exposition aux fins du ratio de levier	1 115 676	976 690	966 509
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,1	13,7	12,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,5	15,4	14,2
Ratio du total des fonds propres	18,1	17,6	16,6
Ratio TLAC	28,7	27,8	24,6
Ratio de levier	4,7	5,1	4,8
Ratio de levier TLAC	8,7	9,3	8,4

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.
- 4) Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.
- 5) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 31 janvier 2022	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires 2)	648,4
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
Autres instruments de capitaux propres*	
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %	1 250 \$
Billets à moyen terme*	
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Série J – tranche 2	1 250 \$
Série K – tranche 1	1 000 \$
Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037	1 250 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	3,1
Droits non acquis	3,3

*Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, d'un montant de 1 250 millions de dollars émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2021. La note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires comprend 8 170 actions propres.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 282 072 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 25 février 2022, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 38, en circulation, pour un total global de 600 millions de dollars.

Le 10 janvier 2022, nous avons finalisé notre offre publique de rachat aux États-Unis portant sur des billets subordonnés à 3,088 %, échéant en 2037, pour un montant de 1,25 milliard de dollars américains, dans le cadre de notre programme de billets à moyen terme américains.

Le 3 décembre 2021, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'autorisation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 22,5 millions de nos actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Concurremment avec l'acquisition annoncée de Bank of the West, nous n'entendons pas établir une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et nous ne prévoyons pas racheter des actions avant la clôture de l'acquisition.

Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques du Canada, les titres d'emprunt de premier rang admissibles émis le 23 septembre 2018 ou après cette date sont assujettis aux exigences sur la conversion aux fins de recapitalisation interne. La Société d'assurance-dépôts du Canada a le pouvoir de convertir des créances admissibles à la recapitalisation interne en actions ordinaires. Cette exigence prévue par la loi s'étend aux titres de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui doivent être intégralement convertis avant la conversion des créances admissibles à la recapitalisation interne.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,5 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Dividendes

Le 1^{er} mars 2022, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,33 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent et en hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 26 mai 2022 aux actionnaires inscrits le 2 mai 2022. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le « régime »).

Le 10 janvier 2022, nous avons annoncé que nous accordons un escompte de 2 % sur nos actions ordinaires émises par la trésorerie selon les modalités de réinvestissement de dividendes de notre régime. À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le premier trimestre de l'exercice 2022, payable le 28 février 2022 aux actionnaires inscrits le 1^{er} février 2022, et jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires du régime seront émises par la trésorerie de la Banque avec un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du régime.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses trois groupes d'exploitation, dont l'un comprend deux unités d'exploitation, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations des revenus liées à la trésorerie, les ventilations des charges autres que d'intérêts provenant des unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O), et les fonds propres imputés.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la trésorerie et les unités d'exploitation pour attribuer le coût et le crédit appropriés aux fonds afin d'établir adéquatement le prix des prêts et des dépôts et de faciliter l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. Ces méthodes tiennent également compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois par an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et le groupe Technologie et opérations sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Les charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement réparties à cette unité d'exploitation. Les autres charges qui ne sont pas directement attribuables à une unité d'exploitation spécifique sont réparties entre les unités d'exploitation d'une manière qui reflète raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue périodiquement ces méthodes de répartition des charges.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les méthodes d'imputation des fonds propres sont passées en revue chaque année.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques. À compter du premier trimestre de 2022, des prêts, des dépôts et des revenus des Services bancaires aux entreprises ont été reclassés du secteur des Services bancaires aux grandes entreprises au secteur des Services bancaires Particuliers et entreprises au sein de PE Canada aux fins de l'harmonisation de notre structure organisationnelle. En outre, certaines répartitions de charges ont été actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

À l'instar des membres de notre groupe bancaire de référence au Canada, nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des unités est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts (bic) ²⁾	2 943	2 786	2 699
Revenus autres que d'intérêts	983	900	810
Total des revenus (bic)	3 926	3 686	3 509
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	103	94	170
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(153)	(127)	(53)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(50)	(33)	117
Charges autres que d'intérêts	1 736	1 796	1 625
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 240	1 923	1 767
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	555	481	438
Bénéfice net comptable	1 685	1 442	1 329
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ³⁾	1	6	7
Bénéfice net ajusté	1 686	1 448	1 336

1) Les résultats ajustés et les montants sur une bic que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 6 millions de dollars pour à la fois le premier trimestre de 2022, le quatrième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

3) Des montants globaux avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions des Services bancaires PE de 2 millions de dollars pour le premier trimestre de 2022 et de 9 millions pour à la fois le quatrième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 685 millions de dollars, en hausse de 356 millions, ou de 27 %, comparativement à l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts	1 787	1 712	1 608
Revenus autres que d'intérêts	620	592	491
Total des revenus	2 407	2 304	2 099
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	100	89	150
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(76)	(94)	(2)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	24	(5)	148
Charges autres que d'intérêts	1 024	1 049	936
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 359	1 260	1 015
Charge d'impôts sur le résultat	355	327	265
Bénéfice net comptable	1 004	933	750
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	-	-
Bénéfice net ajusté	1 004	933	750
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 024	1 049	936
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	1 677	1 617	1 485
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	730	687	614
Croissance du bénéfice net (%)	33,9	44,7	7,4
Croissance des revenus (%)	14,7	13,4	0,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	9,3	8,1	(5,3)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	9,4	8,1	(5,3)
Rendement des capitaux propres (%) 3)	34,5	32,8	26,3
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 3)	34,6	32,8	26,3
Levier d'exploitation (%)	5,4	5,3	6,0
Levier d'exploitation ajusté (%)	5,3	5,3	6,0
Ratio d'efficience (%)	42,5	45,5	44,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,68	2,63	2,66
Actif productif moyen	264 764	258 074	239 777
Solde moyen brut des prêts et acceptations	277 068	271 108	253 771
Solde moyen des dépôts	236 430	232 359	219 952

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR, et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Aucun amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions n'a été comptabilisé au premier trimestre de 2022, au quatrième trimestre de 2021 et au premier trimestre de 2021.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est établi à 1 004 millions de dollars, en hausse de 254 millions, ou de 34 %, par rapport à il y a un an.

Le total des revenus s'est établi à 2 407 millions de dollars, en hausse de 308 millions, ou de 15 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 179 millions, ou de 11 %, ce qui est imputable à la croissance des soldes des dépôts et des prêts et à la hausse des marges sur les prêts, contrebalancées en partie par la baisse des marges sur les dépôts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 129 millions, ou de 26 %, et ce, dans toutes les catégories, y compris l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,68 %, a progressé de 2 points de base par rapport à l'exercice précédent, du fait surtout de l'accroissement des marges sur les prêts, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 192 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 116 millions, ou de 19 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 24 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 148 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 100 millions, en baisse de 50 millions, ce qui s'explique surtout par une baisse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 76 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 2 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 024 millions de dollars, en hausse de 88 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris l'augmentation de l'effectif de notre équipe de vente et les coûts plus élevés liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 23,3 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 277,1 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 9 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 10 %, et les soldes de cartes de crédit, de 8 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 16,5 milliards, ou de 7 %, sur un an, pour s'établir à 236,4 milliards. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 15 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 4 %, en raison de la forte croissance des dépôts des comptes de chèques et d'épargne, contrebalancée en partie par le recul des dépôts à terme.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable a augmenté de 71 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est renforcé de 103 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 75 millions, ou de 4 %, en raison de l'augmentation des soldes des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 28 millions, ou de 5 %, et ce, dans la plupart des catégories, y compris l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts a monté de 5 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2,68 %, du fait surtout de l'élargissement des marges sur les prêts et les dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 60 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 43 millions, ou de 6 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 24 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 5 millions au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 11 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 76 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à 94 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 25 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète la baisse des frais liés au personnel et des autres coûts d'exploitation, contrebalancée en partie par les investissements continus dans les activités, y compris l'augmentation des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 6,0 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 2 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 3 %, et les soldes de cartes de crédit, de 4 %. Le solde des dépôts moyens a progressé de 4,1 milliards, ou de 2 %, les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ayant grimpé de 3 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ayant augmenté de 1 %, la forte croissance continue des dépôts des comptes de chèques et d'épargne ayant été contrebalancée en partie par le recul des dépôts à terme.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) ¹⁾

(équivalents en millions de dollars canadiens)	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	1 156	1 074	1 091
Revenus autres que d'intérêts	363	308	319
Total des revenus (bic)	1 519	1 382	1 410
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	3	5	20
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(77)	(33)	(51)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(74)	(28)	(31)
Charges autres que d'intérêts	712	747	689
Bénéfice avant impôts sur le résultat	881	663	752
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	200	154	173
Bénéfice net comptable	681	509	579
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	1	6	7
Bénéfice net ajusté	682	515	586
Charges autres que d'intérêts ajustées	710	738	680
Croissance du bénéfice net (%)	17,6	52,8	61,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	16,5	50,2	58,6
Croissance des revenus (%)	7,7	3,7	4,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,4	1,8	(8,1)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,4	2,4	(7,6)
Actif productif moyen	131 569	123 154	123 411
Solde moyen brut des prêts et acceptations	125 147	117 008	117 302
Solde moyen des dépôts	146 529	142 770	138 820

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic) 4)	910	856	850
Revenus autres que d'intérêts	286	245	249
Total des revenus (bic)	1 196	1 101	1 099
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	3	2	15
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(61)	(26)	(40)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(58)	(24)	(25)
Charges autres que d'intérêts	560	596	537
Bénéfice avant impôts sur le résultat	694	529	587
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	158	123	136
Bénéfice net comptable	536	406	451
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5)	1	4	5
Bénéfice net ajusté	537	410	456
Charges autres que d'intérêts ajustées	559	590	530

Principaux facteurs et mesures de la performance (en dollars américains)

Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	337	324	333
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	859	777	766
Croissance du bénéfice net (%)	18,7	60,8	65,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	17,6	58,2	62,6
Croissance des revenus (%)	8,8	9,3	6,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,4	7,3	(5,8)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,5	8,0	(5,3)
Rendement des capitaux propres (%) 6)	19,5	14,8	16,2
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 6)	19,5	15,0	16,3
Levier d'exploitation (bic) (%)	4,4	2,0	12,5
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	3,3	1,3	12,0
Ratio d'efficience (bic) (%)	46,9	54,1	48,8
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	46,8	53,5	48,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,49	3,46	3,51
Actif productif moyen	103 525	98 169	96 121
Solde moyen brut des prêts et acceptations	98 472	93 270	91 364
Solde moyen des dépôts	115 286	113 806	108 115

1) Les résultats et les ratios ajustés, les montants sur une bic ainsi que les montants et les ratios en dollars américains ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 6 millions de dollars pour à la fois le premier trimestre de 2022, le quatrième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 2 millions de dollars pour le premier trimestre de 2022 et de 9 millions pour à la fois le quatrième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants sur une base d'imposition comparable de 5 millions de dollars américains pour à la fois le premier trimestre de 2022, le quatrième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.

5) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 1 million de dollars américains pour le premier trimestre de 2022, de 6 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2021 et de 7 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

6) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 681 millions de dollars, en hausse de 102 millions, ou de 18 %, par rapport à il y a un an. L'incidence de la faiblesse du dollar américain a réduit la croissance du bénéfice net, des revenus et des charges de 1 %, respectivement. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 536 millions de dollars, en hausse de 85 millions, ou de 19 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 1 196 millions de dollars, soit une hausse de 97 millions, ou de 9 % par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 60 millions, ou de 7 %, en raison surtout de la hausse des soldes des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges sur les prêts, facteurs contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts et la baisse des revenus afférents au programme Paycheck Protection Program (PPP)¹⁾. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 37 millions, ou de 15 %, y compris la hausse des revenus de commissions sur prêts. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 2 points de base pour s'établir à 3,49 %, principalement du fait du rétrécissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt et de la croissance plus rapide des soldes des prêts par rapport aux dépôts, facteurs contrés en partie par l'accroissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 4 millions de dollars, ou de 1 %, en raison de l'accroissement des revenus nets d'intérêts, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont progressé de 93 millions, ou de 12 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus autres que d'intérêts et des revenus nets d'intérêts.

Le total des recouvrements de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 58 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 25 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 3 millions, en baisse de 12 millions, ce qui s'explique essentiellement par une baisse des dotations à la provision pour les Services bancaires Particuliers et entreprises et les Services bancaires aux grandes entreprises. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 61 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 40 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 560 millions de dollars, ont augmenté de 23 millions, ou de 4 %, par rapport à l'an dernier, ce qui reflète surtout la hausse des frais liés au personnel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 7,1 milliards de dollars, ou de 8 %, sur un an pour s'établir à 98,5 milliards. La diminution des prêts liés au programme PPP a réduit la croissance des prêts de 5 %. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 9 %, tandis que les soldes de prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises sont demeurés relativement inchangés. Le solde moyen des dépôts a progressé de 7,2 milliards, ou de 7 %, pour s'établir à 115,3 milliards. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 11 % tandis que les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 1 %.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable a augmenté de 172 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport au trimestre précédent. Le raffermissement du dollar américain a contribué à hauteur de 2 % à la croissance du bénéfice net et à hauteur de 1 % à la croissance des revenus et des charges, respectivement. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 130 millions de dollars, ou de 32 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est renforcé de 95 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 54 millions, ou de 6 %, en raison surtout de la hausse des soldes des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges sur les prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 41 millions, ou de 17 %, par rapport au trimestre précédent, y compris la hausse des revenus de commissions et des revenus tirés des dépôts. La marge nette d'intérêts a augmenté de 3 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 3,49 %, du fait de l'accroissement des marges sur les prêts, ce qui a été contré en partie par le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 82 millions, ou de 11 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts.

Le total des recouvrements de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 58 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 24 millions au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 1 million par rapport au trimestre précédent. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 61 millions a été comptabilisé pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 26 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 36 millions de dollars, ou de 6 %, du fait surtout de la diminution des coûts liés à la commercialisation et des frais liés au personnel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 5,2 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises a augmenté de 7 %, tandis que les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 2 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 1,5 milliard, ou de 1 %, sur un an, pour s'établir à 115,3 milliards. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 2 % et les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 1 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

1) Le programme Small Business Administration Payback Protection Program des États-Unis est un programme de soutien gouvernemental visant à soutenir les entreprises aux prises avec des difficultés économiques occasionnées par la pandémie de COVID-19.

BMO Gestion de patrimoine ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts	272	259	239
Revenus autres que d'intérêts	1 133	1 276	1 738
Total des revenus	1 405	1 535	1 977
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	81	97	601
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 324	1 438	1 376
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	-	1	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	4	(6)	(4)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	4	(5)	(3)
Charges autres que d'intérêts	908	990	937
Bénéfice avant impôts sur le résultat	412	453	442
Charge d'impôts sur le résultat	97	108	106
Bénéfice net comptable	315	345	336
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	4	8
Bénéfice net ajusté	316	349	344
Charges autres que d'intérêts ajustées	907	984	927
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	261	287	256
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	262	291	264
Bénéfice net (perte nette) comptable des activités d'assurance	54	58	80
Bénéfice net (perte nette) ajusté des activités d'assurance	54	58	80
Croissance du bénéfice net (%)	(6,3)	16,5	25,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(8,1)	14,7	24,5
Croissance des revenus (%)	(29,0)	17,2	(2,3)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(3,8)	9,8	5,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(3,1)	8,2	(0,8)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(2,2)	8,9	(0,7)
Rendement des capitaux propres (%) 3)	24,0	24,2	21,0
Rendement des capitaux propres ajustés (%) 3)	24,1	24,5	21,5
Leviers d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(0,7)	1,6	6,0
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(1,6)	0,9	5,9
Ratio d'efficacité comptable (%)	64,6	64,5	47,4
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	68,6	68,8	68,1
Ratio d'efficacité ajusté (%)	64,5	64,1	46,9
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	68,5	68,4	67,3
Actifs sous gestion	332 581	523 270	518 726
Actifs sous administration 4)	440 070	427 446	448 786
Actif moyen	49 504	49 629	47 535
Solde moyen brut des prêts et acceptations	31 916	30 351	27 785
Solde moyen des dépôts	55 069	53 300	49 341
Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	150	162	156
Charges autres que d'intérêts	121	120	120
Bénéfice net comptable	22	32	23
Charges autres que d'intérêts ajustées	120	118	118
Bénéfice net ajusté	23	34	24
Solde moyen brut des prêts et acceptations	5 408	5 152	4 667
Solde moyen des dépôts	7 911	7 537	7 301

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés ainsi que les montants en dollars américains que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 1 million de dollars pour le premier trimestre de 2022, de 6 millions pour le quatrième trimestre de 2021 et de 10 millions pour le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

4) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est établi à 315 millions de dollars, comparativement à 336 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 261 millions, ce qui représente une progression de 5 millions, ou de 2 %, eu égard à l'exercice précédent, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est établi à 54 millions, en baisse de 26 millions, ou de 32 %. Les dessaisissements ont eu pour effet de réduire la croissance du bénéfice net de 1 % et des actifs sous gestion de 42 %.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 52 millions de dollars, ou de 4 %, pour se situer à 1 324 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 231 millions, ayant diminué de 14 millions, ou de 1 %, la bonne croissance sous-jacente des revenus de 12 % découlant de l'accroissement des actifs des clients, y compris les avantages découlant de la vigueur des marchés mondiaux, et l'augmentation des revenus nets d'intérêts, qui s'explique par la forte croissance des dépôts et des prêts, ayant été plus que contrebalancées par l'incidence des dessaisissements. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 93 millions, en baisse de 38 millions, ou de 29 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable aux variations moins favorables des marchés au cours du trimestre à l'étude par rapport à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 29 millions de dollars, ou de 3 %, pour se fixer à 908 millions, l'incidence des dessaisissements ayant été contrée en partie par la hausse des charges liées aux revenus et des investissements dans les activités, y compris l'augmentation des coûts liés à la technologie, des frais liés au personnel et des coûts de commercialisation.

Les actifs sous gestion ont diminué de 186,1 milliards de dollars, ou de 36 %, tandis que les actifs sous administration ont baissé de 8,7 milliards, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des dessaisissements et de l'attrition découlant des actifs à faible rendement, ce qui a été contrebalancé par la hausse des actifs nets sous-jacents des nouveaux clients et les marchés boursiers mondiaux plus vigoureux. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 15 % et le solde moyen des dépôts a progressé de 12 %.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a diminué de 30 millions de dollars, ou de 9 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a reculé de 26 millions, ou de 10 %, et le bénéfice net des activités d'assurance a baissé de 4 millions, ou de 5 %.

Le total des revenus a diminué de 130 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, et les revenus, déduction faite des SCVPI, ont reculé de 114 millions, ou de 8 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont reculé de 101 millions, ou de 8 %, la croissance sous-jacente découlant de l'accroissement des actifs des clients, y compris les avantages découlant de la vigueur des marchés boursiers mondiaux, et l'augmentation des revenus nets d'intérêts, ayant été plus que contrées par l'incidence des dessaisissements. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 13 millions, ou de 13 %, du fait des variations moins favorables des marchés au cours du trimestre à l'étude par rapport au trimestre précédent et de la plus faible croissance des activités, facteurs contrés en partie par l'incidence des changements apportés aux hypothèses actuarielles au cours du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 82 millions de dollars, ou de 8 %, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence des dessaisissements, contrebalancée en partie par la hausse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et les investissements continus dans les activités, y compris les frais liés à la technologie et les coûts plus élevés liés au personnel.

Les actifs sous gestion ont diminué de 190,7 milliards de dollars, ou de 36 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'incidence des dessaisissements, partiellement contrebalancée par la hausse des actifs nets sous-jacents des nouveaux clients. Les actifs sous administration ont progressé de 12,6 milliards, ou de 3 %, en raison surtout de l'accroissement des actifs nets des nouveaux clients, y compris l'avantage découlant de la vigueur des marchés mondiaux et des fluctuations favorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 5 % et le solde moyen des dépôts a progressé de 3 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Marchés des capitaux ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	924	873	803
Revenus autres que d'intérêts	1 015	557	771
Total des revenus (bic)	1 939	1 430	1 574
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	(16)	(9)	45
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(35)	(79)	(2)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(51)	(88)	43
Charges autres que d'intérêts	1 041	809	886
Bénéfice avant impôts sur le résultat	949	709	645
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	244	178	167
Bénéfice net comptable	705	531	478
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	3	1	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	4	4	4
Bénéfice net ajusté	712	536	484
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 032	803	877
Revenus des Marchés mondiaux	1 171	774	1 031
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	768	656	543
Croissance du bénéfice net (%)	47,4	39,6	33,8
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	46,8	38,2	33,5
Croissance des revenus (%)	23,2	3,8	15,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	17,5	1,3	4,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	17,7	1,7	4,1
Rendement des capitaux propres (%) 5)	24,9	19,2	16,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 5)	25,1	19,4	16,7
Levier d'exploitation (bic) (%)	5,7	2,5	10,8
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	5,5	2,1	10,9
Ratio d'efficience (bic) (%)	53,7	56,6	56,3
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	53,2	56,1	55,7
Actif moyen	407 691	376 714	384 759
Solde moyen brut des prêts et acceptations	57 917	58 845	62 685
Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	677	550	624
Charges autres que d'intérêts	367	310	315
Bénéfice net comptable	261	205	227
Charges autres que d'intérêts ajustées	361	304	309
Bénéfice net ajusté	265	210	232
Actif moyen	145 325	137 739	122 436
Solde moyen brut des prêts et acceptations	23 890	25 419	26 057

- 1) Les résultats et les ratios ajustés, les montants sur une bic ainsi que les montants et les ratios en dollars américains ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 2) Des montants sur une base d'imposition comparable de 64 millions de dollars pour le premier trimestre de 2022, de 72 millions pour le quatrième trimestre de 2021 et de 71 millions pour le premier trimestre de 2021 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration de l'acquisition avant impôt de Clearpool de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2022 et les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts de KGS-Alpha et de Clearpool de 1 million pour le quatrième trimestre de 2021 et de 3 millions pour le premier trimestre de 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapportant aux acquisitions de 5 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2022 et le quatrième trimestre de 2021 et de 6 millions pour le premier trimestre de 2021 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 5) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est établi à 705 millions de dollars, en hausse de 227 millions, ou de 47 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 939 millions de dollars, en hausse de 365 millions, ou de 23 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté de 140 millions, ou de 14 %, sous l'effet de la hausse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de change, laquelle s'explique par l'accroissement des activités menées par les clients, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 225 millions, ou de 41 %, en raison surtout de la hausse particulièrement forte des revenus liés aux activités de prise ferme et de consultation au cours du trimestre à l'étude.

Le total des recouvrements de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 51 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 43 millions un an plus tôt. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 16 millions, contre une dotation à la provision de 45 millions à l'exercice précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 35 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de 2 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 041 millions de dollars, soit une hausse de 155 millions, ou de 18 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'augmentation des frais liés au personnel compte tenu de la performance sous-jacente des secteurs, et de la hausse des autres coûts d'exploitation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 4,8 milliards de dollars, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 57,9 milliards, en raison de la diminution graduelle des soldes de notre portefeuille de titres du secteur de l'énergie non canadien et de l'incidence de la déconsolidation de notre entité de titrisation des clients aux États-Unis, facteurs en partie contrés par l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable a augmenté de 174 millions de dollars, ou de 33 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est renforcé de 509 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté de 397 millions, ou de 52 %, sous l'effet de la hausse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation, de contrats de taux d'intérêt et de contrats de change, qui s'explique par l'accroissement des activités menées pour les clients. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 112 millions, ou de 17 %, en raison surtout de la forte croissance des revenus liés aux activités de prise ferme et de consultation au cours du trimestre à l'étude et de la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires, ce qui a été contrebalancé par la diminution des profits sur titres.

Le total des recouvrements de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 51 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 88 millions pour le trimestre précédent. Le recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est situé à 16 millions, comparativement à un recouvrement de 9 millions au trimestre précédent. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 35 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à 79 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 232 millions de dollars, ou de 29 %, par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est imputable à l'augmentation des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs et à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le montant brut moyen des prêts et acceptations a diminué de 0,9 milliard de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 57,9 milliards, principalement en raison de l'incidence de la déconsolidation de notre véhicule de titrisation des clients aux États-Unis et de la réduction progressive de notre portefeuille d'énergie non canadien, facteurs contrés en partie par l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et l'incidence du dollar américain plus fort.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services d'entreprise ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2022	T4-2021	T1-2021
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(50)	(84)	(86)
Compensation sur une bic des groupes	(70)	(78)	(77)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(120)	(162)	(163)
Revenus autres que d'intérêts	573	84	78
Total des revenus (bic)	453	(78)	(85)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	(1)	(2)	(1)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(1)	2	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(2)	-	(1)
Charges autres que d'intérêts	161	208	165
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	294	(286)	(249)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	66	(127)	(123)
Bénéfice net (perte nette) comptable	228	(159)	(126)
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	7	-	-
Incidence des dessaisissements 3)	48	52	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 4)	(413)	-	-
Perte nette ajustée	(130)	(107)	(126)
Total des revenus ajustés (bic) 5)	(80)	(78)	(85)
Charges autres que d'intérêts ajustées 5)	156	146	165

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	435	(4)	(14)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(2)	-	(1)
Charges autres que d'intérêts	(2)	38	40
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	113	(17)	(24)
Bénéfice net (perte nette) comptable	326	(25)	(29)
Total des revenus ajustés	(8)	(4)	(14)
Charges autres que d'intérêts ajustées	48	33	40
Perte nette ajustée	(34)	(21)	(29)

1) Les résultats et les ratios ajustés, les montants sur une bic ainsi que les montants et les ratios en dollars américains ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tenait compte de coûts d'acquisition et d'intégration de 7 millions de dollars (8 millions avant impôts) liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2022 tenait compte de l'incidence des dessaisissements liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, qui comprend une perte avant et après impôts de 29 millions de dollars afférente à la conversion des monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global et comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêts, un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, ainsi que des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Au quatrième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte d'un montant de 52 millions (62 millions avant impôts) comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.

4) Le premier trimestre de 2022 tenait compte de revenus et de charges liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West : un montant de 413 millions de dollars (562 millions avant impôts) lié à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, ce qui comprend des profits à la valeur du marché avant impôts de 517 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des intérêts avant impôts de 45 millions comptabilisés à l'égard d'un portefeuille de titres du Trésor américain, de même que les coûts d'acquisition et d'intégration de 7 millions (8 millions avant impôt) comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Événements importants.

5) Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments décrits dans les notes 2 à 4 du tableau.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, la trésorerie, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie répartis aux quatre unités d'exploitation (PE Canada, PE États-Unis, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable des Services d'entreprise s'est établi à 228 millions de dollars et la perte nette ajustée s'est située à 130 millions, comparativement à une perte nette comptable et à une perte nette ajustée de 126 millions il y a un an. Les résultats du trimestre considéré comprenaient l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, y compris les revenus relatifs à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. Les résultats tenaient également compte de l'incidence des dessaisissements liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, laquelle tient compte de la conversion des monnaies étrangères et a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, ainsi qu'à un recouvrement net de charges et aux impôts à la conclusion de la vente. Les résultats ajustés sont demeurés essentiellement inchangés en regard de l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 228 millions de dollars et la perte nette ajustée, à 130 millions, comparativement à une perte nette comptable de 159 millions et à une perte nette ajustée de 107 millions au trimestre précédent. Le trimestre à l'étude tenait compte des éléments précités. Le trimestre précédent tenait compte de l'incidence des dessaisissements. L'augmentation de la perte nette ajustée est attribuable à la baisse des revenus non établis sur une bic, à l'augmentation des charges et à l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable au trimestre précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2022	T4-2021	T3-2021	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Revenus 1)	7 723	6 573	7 562	6 076	6 975	5 986	7 189	5 264
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	81	97	984	(283)	601	-	1 189	(197)
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	7 642	6 476	6 578	6 359	6 374	5 986	6 000	5 461
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	86	84	71	155	215	339	446	413
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	(185)	(210)	(141)	(95)	(59)	93	608	705
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(99)	(126)	(70)	60	156	432	1 054	1 118
Charges autres que d'intérêts	3 846	3 803	3 684	4 409	3 613	3 548	3 444	3 516
Bénéfice avant impôts sur le résultat	3 895	2 799	2 964	1 890	2 605	2 006	1 502	827
Charge d'impôts sur le résultat	962	640	689	587	588	422	270	138
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	2 933	2 159	2 275	1 303	2 017	1 584	1 232	689
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	10	1	2	2	2	3	4	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	6	14	15	18	19	23	23	24
Incidence des dessaisissements 4)	48	52	18	772	-	-	-	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	(413)	-	-	-	-	-	-	-
Coûts de restructuration (renversement) 6)	-	-	(18)	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous) 7)	2 584	2 226	2 292	2 095	2 038	1 610	1 259	715
Bénéfice net comptable par groupe d'exploitation								
Bénéfice net comptable de PE Canada	1 004	933	828	777	750	645	318	359
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	-	-	-	1	-	1	-	1
Bénéfice net ajusté de PE Canada	1 004	933	828	778	750	646	318	360
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	681	509	550	538	579	333	271	349
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	1	6	6	5	7	9	10	10
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	682	515	556	543	586	342	281	359
Bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine	315	345	379	322	336	297	317	121
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	1	4	5	7	8	8	8	9
Bénéfice net ajusté de BMO Gestion de patrimoine	316	349	384	329	344	305	325	130
Bénéfice net (perte nette) comptable de BMO Marchés des capitaux	705	531	553	558	478	380	428	(73)
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	3	1	2	2	2	3	4	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	4	4	4	5	4	5	5	4
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) de BMO Marchés des capitaux	712	536	559	565	484	388	437	(67)
Bénéfice net (perte nette) comptable des Services d'entreprise	228	(159)	(35)	(892)	(126)	(71)	(102)	(67)
Coûts d'acquisition et d'intégration 2)	7	-	-	-	-	-	-	-
Incidence des dessaisissements 4)	48	52	18	772	-	-	-	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	(413)	-	-	-	-	-	-	-
Coûts de restructuration (renversement) 6)	-	-	(18)	-	-	-	-	-
Perte nette ajustée des Services d'entreprise	(130)	(107)	(35)	(120)	(126)	(71)	(102)	(67)
Bénéfice de base par action (\$) 7) 8)	4,44	3,24	3,42	1,91	3,03	2,37	1,81	1,00
Bénéfice dilué par action (\$) 7) 8)	4,43	3,23	3,41	1,91	3,03	2,37	1,81	1,00
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	3,89	3,33	3,44	3,13	3,06	2,41	1,85	1,04

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés ainsi que les montants en dollars américains que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration de 7 millions de dollars (8 millions avant impôts) liés à l'acquisition annoncée de Bank of the West, montant étant imputé aux charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise. Les autres coûts d'acquisition et d'intégration se rapportent à KGS-Alpha et à Clearpool et ils ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux.

3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent.

4) Au deuxième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence des dessaisissements, lesquels comprennent une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions de dollars, avant et après impôts, liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et comptabilisée dans les charges autres que d'intérêts, un profit net de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts, et des coûts liés aux dessaisissements à l'égard des deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts) comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. L'incidence des dessaisissements s'est établie à 18 millions (24 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2021 et à 52 millions (62 millions avant impôts) au quatrième trimestre de 2021. Les résultats du premier trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 29 millions avant et après impôts liée à la conversion de monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, ainsi que des impôts de 22 millions à la clôture de la transaction. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.

5) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2022 tient compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, qui comprend des revenus de 413 millions dollars (562 millions avant impôts) liés à la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce de l'acquisition et la clôture de celle-ci sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, montant qui a été imputé aux Services d'entreprise.

6) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte d'un renversement partiel de charges de restructuration en lien avec des indemnités de départ de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts). Les charges de restructuration et le renversement ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

7) Le bénéfice par action (BPA) est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Pour obtenir plus de renseignements sur le BPA, il y a lieu de se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

8) Le bénéfice net et le résultat tirés de nos activités commerciales sont attribuables aux actionnaires par l'intermédiaire du BPA ajusté et du BPA dilué ajusté. Le BPA et le BPA dilué sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail à la section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice figurant dans le Rapport annuel de BMO pour 2021. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant de l'accroissement des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de l'exercice 2020 et le premier trimestre de l'exercice 2022.

Tendances relatives au bénéfice

La performance financière des derniers trimestres a généralement suivi une tendance à la hausse, reflétant l'amélioration des conditions économiques et une bonne dynamique opérationnelle dans tous nos secteurs d'activité, notamment une baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, une forte croissance des revenus et une amélioration de l'efficacité. Bien que les résultats de 2020 aient subi le contrecoup des répercussions négatives importantes de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale, d'une baisse des taux d'intérêt et des niveaux plus faibles des activités de consommation et des activités commerciales et d'emprunt, les conditions économiques ont ensuite rebondi et continuent à se renforcer.

Les résultats du premier trimestre de 2022 tiennent compte de l'incidence de l'acquisition annoncée de Bank of the West, qui comprend des revenus liés à la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce de l'acquisition et la clôture de celle-ci sur sa juste valeur et son écart d'acquisition, ainsi que des coûts d'acquisition et d'intégration. Les résultats tiennent également compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, laquelle tient compte d'une perte découlant de la conversion de monnaies étrangères, ce montant étant reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus, d'un recouvrement net de charges autres que d'intérêts et d'impôts au moment de la clôture. Les résultats comptables du deuxième trimestre de 2021 tenaient compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et d'un profit net à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et Singapour. Les trois derniers trimestres de 2021 comprenaient l'incidence des dessaisissements en lien avec ces transactions. Par ailleurs, les résultats du troisième trimestre de 2021 tenaient compte d'un renversement partiel d'une charge de restructuration comptabilisée en 2019. Toutes les périodes tenaient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ainsi que de coûts d'acquisition et d'intégration.

La croissance du total des revenus témoigne de l'avantage découlant de nos activités diversifiées. La croissance des revenus des Services bancaires PE a d'abord été touchée négativement par la pandémie de COVID-19, le contexte de faiblesse des taux d'intérêt ainsi que par la baisse des revenus autres que d'intérêts en raison des niveaux plus faibles des activités menées pour les clients. PE Canada a connu sept trimestres consécutifs de croissance, bénéficiant d'une hausse soutenue des dépôts et des prêts et de l'amélioration des activités menées par les clients. Les revenus de PE États-Unis sur la base de la monnaie d'origine ont rebondi en 2021 et au premier trimestre de 2022, sous l'effet de l'accroissement des marges sur les prêts, de la forte croissance des dépôts, de l'amélioration de la croissance des prêts aux entreprises et de solides revenus tirés des frais. Le rendement au chapitre des revenus de BMO Gestion de patrimoine pour le trimestre considéré reflète l'incidence des dessaisissements, qui a plus que contré la forte croissance sous-jacente des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Les résultats de l'exercice 2021 tenaient généralement compte du regain des marchés boursiers à l'échelle mondiale et des fluctuations des volumes de transactions de courtage en ligne, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2020 tenaient compte de l'incidence du repli des marchés boursiers et d'une provision pour frais juridiques. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, sont susceptibles de fluctuer en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les résultats de BMO Marchés des capitaux témoignent de la poursuite de l'excellent rendement au chapitre des revenus qui ont enregistré une croissance annuelle au cours de sept des huit derniers trimestres, essentiellement en raison de la hausse des revenus de négociation et de prise ferme et des revenus de consultation découlant de l'intensification des activités menées par les clients, tandis que le deuxième trimestre de 2020 avait subi les contrecoups de la conjoncture des marchés volatils touchée par la pandémie de COVID-19. Les revenus du premier trimestre de 2022 reflètent le bon rendement dégagé par l'ensemble des groupes d'exploitation. Les changements dans la vigueur du dollar américain ont également eu une incidence sur la croissance des revenus.

En 2020, nous avons comptabilisé une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances dans l'ensemble des secteurs d'activité, en raison surtout de l'incidence de la pandémie de COVID-19, dont une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs à la suite du ralentissement économique causée par la pandémie. Au cours de cinq plus récents trimestres, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux ainsi que des recouvrements de dotations à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts productifs, ce qui reflète l'amélioration des perspectives économiques et des conditions de crédit plus favorables.

Les charges autres que d'intérêts tenaient compte de l'accent que nous avons mis sur la gestion des charges et l'amélioration de l'efficacité. Au cours des récents trimestres, la croissance des charges autres que d'intérêts a découlé de la hausse de la rémunération liée au rendement, ce qui reflète l'amélioration de la performance au chapitre des revenus et l'augmentation des frais liés à la technologie et des coûts de commercialisation, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des coûts nets liés à la COVID-19 ainsi que la diminution des frais de déplacement en raison des répercussions continues de la pandémie. Au premier trimestre de 2022, la croissance des charges autres que d'intérêts a été en partie contrebalancée par l'incidence des dessaisissements. Les charges pour toutes les périodes ont également été touchées par les changements dans la vigueur du dollar américain.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, du niveau du bénéfice comptable avant impôts et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Les taux d'impôt effectif du premier trimestre de 2022 et de l'exercice 2021 ont été touchés par la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2021 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2021. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, l'entité de titrisation américaine des clients ainsi que certaines entités de capital et de financement. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2021.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Le Rapport annuel de BMO pour 2021 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons fait appel à notre jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte de l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie résultant de la pandémie de COVID-19 ainsi que de l'effet d'une inflation élevée et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2021 et à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Au 31 janvier 2022, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 2 792 millions de dollars (2 958 millions au 31 octobre 2021), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 298 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 494 millions (2 447 millions et 511 millions, respectivement, au 31 octobre 2021). La provision liée aux prêts productifs a diminué de 149 millions par rapport au quatrième trimestre de 2021, du fait principalement de l'effet combiné de la baisse de l'incertitude au sujet des conditions de crédit futures et de la migration positive du crédit, facteurs en partie compensés par la croissance du portefeuille, la modification des perspectives économiques et les fluctuations des taux de change.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Au 31 janvier 2022, notre scénario de référence prévoit que la croissance économique sera légèrement moins élevée qu'au quatrième trimestre de 2021, à court terme, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, la croissance annuelle du PIB réel devrait se situer en moyenne à 3,6 % au cours des 12 prochains mois du fait de la demande refoulée et de l'épargne excédentaire des ménages, atténuées à court terme par les restrictions liées à la pandémie et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. La croissance du PIB réel annuel devrait se situer en moyenne à 4,0 % au cours des 12 prochains mois à mesure que la reprise économique se poursuivra et que les dépenses reviendront à des niveaux plus normaux. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait reculer de manière constante, pour s'établir en moyenne à 5,9 % au cours des 12 prochains mois et à 5,5 % au cours de l'année suivante. Quant à l'économie américaine, elle devrait suivre une trajectoire similaire au cours des 12 prochains mois, la croissance du PIB devant se situer à 4,1 % alimentée par des mesures de relance budgétaires modestes et des économies personnelles élevées. Le PIB réel dans ce pays devrait croître de 2,6 % au cours des 12 mois suivants. Le taux de chômage aux États-Unis devrait reculer à 4,0 %, en moyenne, au cours des 12 prochains mois pour ensuite reculer à 3,4 % au cours de l'année suivante, selon les prévisions. Au 31 octobre 2021, notre scénario de référence prévoit que l'économie sera plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis, au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 600 millions de dollars au 31 janvier 2022 (1 725 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Au 31 janvier 2022, nos prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une contraction de l'économie, avec un recul annuel moyen du PIB réel au cours des 12 prochains mois de 2,8 % et de 1,9 %, respectivement, au Canada et aux États-Unis, et d'une contraction de 1,1 % dans les deux cas au cours des 12 mois suivants. Notre scénario défavorable présume une hausse soutenue et plus importante des infections à la COVID-19 accompagnée de nouvelles restrictions visant un large éventail d'activités menant à une baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises, ainsi que des perturbations prolongées de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Le taux de chômage devrait demeurer élevé tant au Canada qu'aux États-Unis, passant notamment d'une moyenne de 9,9 % au cours des 12 prochains mois à une moyenne de 11,8 % l'année suivante au Canada et de 7,7 % à 10,1 % aux États-Unis au cours de la même période. Au 31 octobre 2021, notre scénario défavorable prévoyait un environnement économique légèrement plus faible, tant au Canada qu'aux États-Unis, au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 575 millions de dollars au 31 janvier 2022 (3 825 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions sont sensibles.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou les taux de croissance annuels moyens nationaux pour les 12 prochains mois et les 12 mois suivants de chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents, le cas échéant.

		Au 31 janvier 2022					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes							
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	5,8 %	5,6 %	3,6 %	4,0 %	(2,8)%	(1,1)%
	États-Unis	6,3 %	3,9 %	4,1 %	2,6 %	(1,9)%	(1,1)%
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %
	États-Unis	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage	Canada	5,2 %	4,2 %	5,9 %	5,5 %	9,9 %	11,8 %
	États-Unis	3,6 %	3,0 %	4,0 %	3,4 %	7,7 %	10,1 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	18,0 %	8,4 %	15,0 %	3,5 %	(9,3)%	(18,0)%
	États-Unis 3)	14,4 %	6,4 %	12,0 %	3,9 %	(5,9)%	(15,5)%

		Au 31 octobre 2021					
		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes		12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Taux de croissance du PIB réel 1)	Canada	6,3 %	5,5 %	4,0 %	3,9 %	(2,7)%	(1,1)%
	États-Unis	7,1 %	4,0 %	4,8 %	2,7 %	(1,2)%	(1,1)%
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB	Canada	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %
	États-Unis	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage	Canada	6,0 %	4,9 %	6,6 %	5,7 %	10,8 %	12,7 %
	États-Unis	4,2 %	3,2 %	4,7 %	3,7 %	8,5 %	11,0 %
Prix des habitations 1)	Canada 2)	18,2 %	10,2 %	15,1 %	5,2 %	(6,4)%	(18,0)%
	États-Unis 3)	14,6 %	6,7 %	12,3 %	4,3 %	(6,1)%	(15,5)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des logements sont des moyennes sur quatre trimestres des taux de croissance annuels.

2) Au Canada, nous utilisons l'indice composé des prix des habitations HPI.

3) Aux États-Unis, nous utilisons l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de référence au Canada et aux États-Unis par trimestre civil.

Trimestres civils clos les	31 mars 2022	30 juin 2022	30 septembre 2022	31 décembre 2022	31 mars 2023	30 juin 2023	30 septembre 2023	31 décembre 2023
Taux de croissance annuel du PIB réel								
Canada	2,2 %	4,5 %	4,8 %	4,5 %	4,7 %	3,9 %	2,8 %	2,5 %
États-Unis	4,3 %	3,4 %	3,6 %	2,9 %	2,7 %	2,6 %	2,4 %	2,2 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 1 725 millions de dollars (1 775 millions au 31 octobre 2021), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 298 millions (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la section Gestion des risques.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et principales estimations comptables renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS^m)

Puisque nous sommes une banque d'importance systémique nationale intérieure (BISi), le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) exige que nous présentions annuellement les 13 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié en juillet 2013. Avec prise d'effet pour l'exercice 2021, les résultats reflètent la méthodologie révisée d'évaluation du CBCB publiée en juillet 2018. La méthodologie révisée comprend un nouvel indicateur de volume de transactions et contient des modifications du champ d'application de certains indicateurs BISN existants afin d'inclure les activités d'assurance. Nous avons adopté cette modification de façon prospective. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent document.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale

(en millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre	
		2021	2020
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	503 481	466 155
	2. Engagements transfrontières	472 642	440 706
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	1 135 164	1 074 284
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	142 328	130 962
	5. Passifs dans le système financier	71 275	75 753
	6. Encours de titres	283 723	243 825
D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière	7. Activités de paiement 1)	33 313 613	31 313 872
	8. Actifs sous conservation	207 267	241 360
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	102 614	106 130
	10. Volume des opérations (y compris les deux sous-indicateurs)		
	<ul style="list-style-type: none"> • Volume des opérations : sous-indicateur des titres à revenu fixe • Volume des opérations (sous-indicateur des titres de participation et des autres titres) 	12 001 515 2 733 512	s. o. s. o.
E. Complexité	11. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	5 787 189	6 297 265
	12. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	52 472	37 706
	13. Actifs de niveau 3	3 263	4 738

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

s.o. – sans objet

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2021. La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2021. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2021.

Mise à jour sur la situation économique générale

La croissance devrait demeurer vigoureuse en Amérique du Nord, nonobstant l'incidence du variant Omicron au premier trimestre de 2022. La pénurie de main-d'œuvre persiste et les retards dans la chaîne d'approvisionnement continuent d'exercer une pression à la hausse sur les prix et d'accélérer l'inflation. L'incidence du conflit entre la Russie et l'Ukraine ainsi que les tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et la Chine pourraient contribuer à la hausse des prix de l'énergie, intensifiant la pression sur l'inflation. En raison de ces facteurs, les banques centrales pourraient augmenter leurs taux d'intérêt en 2022. Le prix des logements tant au Canada qu'aux États-Unis continue de grimper à un rythme qui ne peut être maintenu, ce qui pourrait conduire à une correction sur les marchés de l'habitation. La direction continue d'analyser le climat économique dans lequel nous exerçons nos activités afin de repérer les changements importants dans les principales variables économiques.

Réforme des taux de référence (TIO)

Notre Bureau de transition du TIO continue de coordonner et de superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires et, comme prévu, la fixation du TIOL en livres sterling, du TIOL en euros, du TIOL en francs suisses et du TIOL en yens japonais ainsi que du TIOL en dollars américains à 1 semaine et à 2 mois a cessé d'être offerte le 31 décembre 2021.

Le 16 décembre 2021, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (TARCOM) a recommandé à l'administrateur du taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR), Refinitiv, d'en cesser la publication immédiatement après le 30 juin 2024, au cours d'une période de transition en deux étapes. Au terme de la première période, soit le 30 juin 2023, le Groupe de travail s'attend à ce que le taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average ou CORRA) soit devenu le taux de référence pour tous les nouveaux produits dérivés et titres, sauf dans le cas où les produits dérivés couvrent ou réduisent les expositions au CDOR liées à des produits dérivés ou des titres négociés avant le 30 juin 2023, ou liées à des contrats de prêt négociés avant le 30 juin 2024. Le taux CORRA deviendra le taux de référence pour toutes les autres expositions au CDOR d'ici le 30 juin 2024, ce qui marquera la fin de la seconde étape. Cette proposition ne constitue pas une déclaration publique sur la date officielle d'abandon du CDOR étant donné que l'administrateur devra finaliser les consultations avant de publier un avis officiel annonçant la date d'abandon officielle du CDOR. Nous ajusterons notre plan du projet en conséquence au moment où la décision finale sera rendue.

Autres risques qui pourraient influencer sur les résultats futurs

Acquisition en cours de Bank of the West

BMO est soumise à plusieurs risques liés à l'acquisition en cours de Bank of the West. Ces risques peuvent comprendre notamment la possibilité que l'acquisition annoncée de Bank of the West ne soit pas conclue au moment prévu ou ne soit pas conclue du tout parce que les approbations réglementaires requises ou d'autres conditions de clôture ne sont pas reçues ou satisfaites en temps opportun ou ne le sont pas du tout, ou que les approbations réglementaires sont reçues selon des conditions ou des exigences défavorables; le risque que BMO ne soit pas en mesure de réaliser, y compris dans les délais prévus, les avantages attendus de la transaction proposée, comme le fait qu'elle soit relative au bénéfice par action ajusté et qu'elle crée des possibilités de synergie; le risque que les activités de Bank of the West ne donnent pas les résultats attendus ou ne soient pas conformes aux résultats historiques; le risque que BMO ne soit pas en mesure d'intégrer rapidement et efficacement Bank of the West et que les coûts d'intégration soient plus élevés que prévu; le risque que la somme du capital excédentaire existant de BMO, de la génération de capital prévue avant la clôture et des opérations de financement proposées ne soit pas suffisante pour maintenir les objectifs en matière de capital sans réunir un capital supérieur aux niveaux prévus au moment de l'annonce; le risque que nos mesures de gestion de la juste valeur ne soient pas efficaces ou qu'elles aient des conséquences imprévues; les risques liés à la réputation et la réaction des clients et des employés de Bank of the West à la transaction; le risque d'une exposition accrue aux problèmes économiques régionaux et à d'autres problèmes en raison de l'expansion de la présence de BMO aux États-Unis; les risques liés à l'accaparement possible du temps de la direction sur des questions liées à la transaction; et les risques liés à l'exposition accrue aux fluctuations des taux de change. L'un ou l'autre de ces risques et d'autres risques liés à l'acquisition en cours de Bank of the West, y compris, mais sans s'y limiter, le risque que nos hypothèses nous concernant, concernant Bank of the West et l'acquisition annoncée se révèlent inexacts, pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers ou notre orientation stratégique.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2021.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022				Au 31 octobre 2021				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché		Non exposés		Exposés au risque de marché		Non exposés		
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)	au risque de marché	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)	au risque de marché	
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 122	–	50 122	–	93 261	–	93 261	–	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 573	118	8 455	–	8 303	94	8 209	–	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	276 065	118 843	157 222	–	232 849	104 412	128 437	–	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	117 444	–	117 444	–	107 382	–	107 382	–	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	484 361	3 932	480 429	–	458 262	3 665	454 597	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	34 827	33 147	1 680	–	36 713	34 350	2 363	–	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	12 803	–	12 803	–	14 021	–	14 021	–	Taux d'intérêt
Actifs divers	38 977	3 778	18 828	16 371	37 384	3 359	16 970	17 055	Taux d'intérêt
Total des actifs	1 023 172	159 818	846 983	16 371	988 175	145 880	825 240	17 055	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	704 949	24 800	680 149	–	685 631	22 665	662 966	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	29 825	26 225	3 600	–	30 815	27 875	2 940	–	Taux d'intérêt, change
Acceptations	12 803	–	12 803	–	14 021	–	14 021	–	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	36 760	36 760	–	–	32 073	32 073	–	–	
Titres mis en pension ou prêtés	107 979	–	107 979	–	97 556	–	97 556	–	Taux d'intérêt
Passifs divers	62 571	89	62 155	327	63 663	85	63 165	413	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	8 481	–	8 481	–	6 893	–	6 893	–	Taux d'intérêt
Total des passifs	963 368	87 874	875 167	327	930 652	82 698	847 541	413	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté d'un trimestre à l'autre du fait de l'intensification de la volatilité des marchés, de l'accroissement du risque de taux d'intérêt en raison de l'exposition plus importante aux titres à revenu fixe et de la diminution des occasions de diversification.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022				31 octobre 2021	31 janvier 2021
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	1,7	2,0	3,1	1,0	2,0	4,6
VaR liée aux actions	10,4	11,3	15,5	8,5	12,3	19,2
VaR liée au change	2,0	1,3	2,3	0,5	1,2	4,2
VaR liée aux taux d'intérêt 3)	19,1	16,6	19,6	14,9	15,2	47,1
Risque propre à la dette	3,0	3,1	3,9	1,8	2,9	4,3
Diversification	(16,3)	(11,3)	n. s.	n. s.	(13,5)	(33,5)
Total de la VaR - Négociation	19,9	23,0	29,3	18,1	20,1	45,9
Total de la VaR en période de tension - Négociation	46,7	59,4	69,3	46,7	52,4	46,2

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. - non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et les avantages d'une baisse des taux d'intérêt ont diminué alors que l'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et d'une exposition à des taux baissiers a augmenté par rapport au 31 octobre 2021 et au 31 janvier 2022.

Ces changements sont attribuables aux hypothèses révisées et utilisées dans le cadre du processus de modélisation au cours du trimestre considéré et visant à inclure l'avantage inhérent à une proportion de la croissance des dépôts supérieure aux tendances liées à la pandémie qui, selon nous, devrait demeurer stable à mesure que les taux d'intérêt monteront.

Par ailleurs, l'exposition de la valeur économique à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au 31 janvier 2021, car l'incidence d'un changement dans les hypothèses a été plus que compensée par l'incidence de la tarification modélisée des dépôts plus sensible aux taux lorsque les taux d'intérêt prévus sont plus élevés, les taux du marché ayant augmenté au cours de l'exercice.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
			31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021			31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total
Hausse de 100 points de base	(858,9)	(482,1)	(1 341,0)	(1 459,1)	(1 044,4)	174,9	364,7	539,6	383,7	300,0
Baisse de 25 points de base	192,9	34,5	227,4	264,9	97,7	(95,2)	(113,4)	(208,6)	(141,6)	(109,8)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2022 donnerait lieu à une augmentation de 46 millions de dollars du résultat avant impôts (48 millions au 31 octobre 2021 et 41 millions au 31 janvier 2021). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2022 donnerait lieu à une diminution de 11 millions du résultat avant impôts (12 millions au 31 octobre 2021 et 10 millions au 31 janvier 2021). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2022 entraînerait une augmentation de 21 millions du résultat avant impôts (22 millions au 31 octobre 2021 et 38 millions au 31 janvier 2021). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2022 entraînerait une diminution de 22 millions du résultat avant impôts (22 millions au 31 octobre 2021 et 39 millions au 31 janvier 2021). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours des exercices 2022 et 2021. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au premier trimestre de 2022. Nous avons enregistré une forte croissance des prêts au cours du trimestre à l'étude ainsi qu'une hausse du financement de gros, reflet des émissions nettes. La croissance des prêts et du financement de gros a aussi été touchée par le raffermissement du dollar américain. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 313,5 milliards de dollars au 31 janvier 2022, comparativement à 317,3 milliards au 31 octobre 2021. La baisse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à la diminution des soldes de trésorerie, en partie compensée par la hausse des valeurs mobilières, et au raffermissement du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

Actifs liquides

	Au 31 janvier 2022					Au 31 octobre 2021
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 123	-	50 123	110	50 013	93 151
Dépôts à d'autres banques	8 573	-	8 573	-	8 573	8 303
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	133 344	109 085	242 429	123 510	118 919	76 410
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	56 381	5 838	62 219	25 280	36 939	40 422
Titres de créance d'entreprises et autres	21 938	19 651	41 589	9 428	32 161	35 330
Titres de participation d'entreprises	64 402	54 137	118 539	68 326	50 213	48 509
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	276 065	188 711	464 776	226 544	238 232	200 671
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	21 532	-	21 532	4 866	16 666	15 126
Total des actifs liquides	356 293	188 711	545 004	231 520	313 484	317 251

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 janvier 2022					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	58 696	-	110	-	58 586
Valeurs mobilières 5)	486 308	189 131	42 279	13 793	241 105
Prêts	462 828	59 846	774	254 910	147 298
Autres actifs					
Instruments dérivés	34 827	-	-	34 827	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 803	-	-	12 803	-
Bureaux et matériel	4 550	-	-	4 550	-
Écart d'acquisition	4 957	-	-	4 957	-
Immobilisations incorporelles	2 071	-	-	2 071	-
Actifs d'impôt exigible	1 615	-	-	1 615	-
Actifs d'impôt différé	1 027	-	-	1 027	-
Actifs divers	24 757	8 474	-	16 283	-
Total des autres actifs	86 607	8 474	-	78 133	-
Total des actifs	1 094 439	257 451	43 163	346 836	446 989

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 octobre 2021					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	101 564	-	110	-	101 454
Valeurs mobilières 5)	433 199	180 955	36 447	13 064	202 733
Prêts	438 617	53 485	1 171	238 283	145 678
Autres actifs					
Instruments dérivés	36 713	-	-	36 713	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	14 021	-	-	14 021	-
Bureaux et matériel	4 454	-	-	4 454	-
Écart d'acquisition	5 378	-	-	5 378	-
Immobilisations incorporelles	2 266	-	-	2 266	-
Actifs d'impôt exigible	1 588	-	-	1 588	-
Actifs d'impôt différé	1 287	-	-	1 287	-
Actifs divers	22 411	6 436	-	15 975	-
Total des autres actifs	88 118	6 436	-	81 682	-
Total des actifs	1 061 498	240 876	37 728	333 029	449 865

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de valeurs mobilières d'un montant de 13,8 milliards de dollars au 31 janvier 2022, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par l'unité de banque d'affaires de BMO. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à court terme de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous avons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, ce qui favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit la dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 504,8 milliards de dollars au 31 janvier 2022, en hausse par rapport à 498,9 milliards au 31 octobre 2021, en raison surtout du raffermissement du dollar américain.

Au 31 janvier 2022, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 212,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 54,2 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 157,9 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 190,4 milliards au 31 octobre 2021 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre et du raffermissement du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 313,5 milliards au 31 janvier 2022 et qui, tel qu'il est décrit à la section sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

	Au 31 janvier 2022								Au 31 octobre 2021
	Total partiel –								
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	2 132	684	13	257	3 086	–	–	3 086	3 421
Certificats de dépôt et papier commercial	12 946	23 691	24 800	21 110	82 547	1 136	–	83 683	71 898
Billets de dépôt au porteur	1 647	227	–	191	2 065	–	–	2 065	2 364
Papier commercial adossé à des actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	4 976	2 513	6 287	13 776	11 370	29 178	54 324	51 837
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	4	–	–	–	4	66	6 198	6 268	5 182
Financement garanti									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	1 275	479	2 173	3 927	3 283	13 246	20 456	20 128
Obligations couvertes	–	–	2 222	3 569	5 791	10 692	8 685	25 168	23 405
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	–	826	826	1 175	2 715	4 716	5 316
Avances de la Federal Home Loan Bank	–	–	–	–	–	–	3 809	3 809	–
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	8 480	8 480	6 892
Total	16 729	30 853	30 027	34 413	112 022	27 722	72 311	212 055	190 443
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	–	1 275	2 701	6 568	10 544	15 150	28 455	54 149	48 849
Financement non garanti	16 729	29 578	27 326	27 845	101 478	12 572	43 856	157 906	141 594
Total 4)	16 729	30 853	30 027	34 413	112 022	27 722	72 311	212 055	190 443

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des obligations couvertes émises pour accéder aux programmes de la banque centrale, des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprendent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 47,2 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 164,9 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 janvier 2022.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important pour la Banque dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si les cotes de BMO se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 du Rapport annuel de BMO pour 2021.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Suivant l'acquisition annoncée de Bank of the West le 20 décembre 2021, Moody's, Standard & Poor's (S&P), DBRS et Fitch ont confirmé les cotes attribuées à BMO. Moody's, S&P et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 janvier 2022

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 janvier 2022, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 75 millions de dollars, 251 millions et 584 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et est résumé dans le tableau ci-après. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, le RLCT moyen quotidien a été de 129 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Au cours du trimestre à l'étude, le RLCT moyen a augmenté par rapport à celui de 125 % affiché pour le trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse des actifs liquides de haute qualité, en partie compensée par l'augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2021. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	203,3
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	235,3	15,7
Dépôts stables	116,5	3,5
Dépôts moins stables	118,8	12,2
Financement de gros non garanti, dont :	267,3	128,4
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	134,3	33,4
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	104,7	66,7
Dettes non garanties	28,3	28,3
Financement de gros garanti	*	21,7
Exigences supplémentaires, dont :	184,0	36,1
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	13,0	4,7
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,9	2,9
Facilités de crédit et de liquidité	168,1	28,5
Autres obligations de financement contractuelles	1,1	-
Autres obligations de financement conditionnelles	440,8	8,4
Total des sorties de trésorerie	*	210,3
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	148,0	34,3
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	8,6	4,6
Autres entrées de trésorerie	13,6	13,6
Total des entrées de trésorerie	170,2	52,5
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		203,3
Total des sorties nettes de trésorerie		157,8
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		129

Trimestre clos le 31 octobre 2021

Total des actifs liquides de haute qualité	Total de la valeur ajustée 4)
Total des sorties nettes de trésorerie	194,4
Ratio de liquidité à court terme (%)	156,0
	125

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au premier trimestre de 2022.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le FSD et le FSR pour chacune des institutions sont fondés sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs et des passifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Le RSLLT de BMO de 114 % excédait le seuil réglementaire minimal au 31 janvier 2022. Le RSLLT a diminué par rapport à 118 % au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du financement stable requis, en partie compensée par la hausse du financement stable disponible.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	-	-	-	69,3	69,3
Fonds propres réglementaires	-	-	-	69,3	69,3
Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	218,8	25,5	13,2	32,4	270,0
Dépôts stables	108,1	12,6	6,6	6,4	127,3
Dépôts moins stables	110,7	12,9	6,6	26,0	142,7
Financement de gros :	242,9	195,2	39,5	79,3	207,2
Dépôts opérationnels	133,1	-	-	-	66,6
Autres financements de gros	109,8	195,2	39,5	79,3	140,6
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	1,8	1,6	13,5	-
Autres passifs :	2,2	*	*	56,3	4,8
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	12,1	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	2,2	39,0	0,8	4,4	4,8
FSD total	*	*	*	*	551,3
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	24,2
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	-	-	-	-
Prêts et titres productifs :	162,1	138,3	47,2	261,1	397,1
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	-	47,4	2,5	-	3,6
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	35,0	50,8	5,7	9,9	53,5
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	89,9	32,1	29,1	127,7	209,9
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	12,7	6,7	9,6	113,5	100,0
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	12,7	6,4	9,3	110,6	97,0
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	24,5	1,3	0,3	10,0	30,1
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	1,8	1,6	13,5	-
Autres actifs :	15,8	*	*	44,5	45,8
Produits de base physiques, y compris l'or	3,8	*	*	*	3,3
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	*	*	*	12,5	10,6
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	16,3	4,2
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	0,9	0,9
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	12,0	2,3	0,1	12,4	26,8
Éléments hors bilan	*	*	*	479,1	17,0
FSR total	*	*	*	*	484,1
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	114
Trimestre clos le 31 octobre 2021					
FSD total	535,2				
FSR total	453,4				
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	118				

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

- 1) Les éléments devant être classés dans la colonne « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.
- 2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2022									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 717	-	-	-	-	-	-	-	1 406	50 123
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 462	1 575	2 124	524	888	-	-	-	-	8 573
Valeurs mobilières	2 690	4 515	3 916	2 848	5 721	19 154	61 891	110 929	64 401	276 065
Titres pris en pension ou empruntés	83 607	24 793	5 381	2 393	826	444	-	-	-	117 444
Prêts 1)										
Prêts hypothécaires à l'habitation	323	999	3 763	4 598	3 521	21 497	92 919	9 607	155	137 382
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	118	360	1 076	1 026	1 123	5 529	33 248	13 609	22 991	79 080
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 050	8 050
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 810	8 173	11 514	9 675	10 079	28 313	89 773	17 043	75 873	262 253
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 405)	(2 405)
Total des prêts, déduction faite de la provision	12 251	9 532	16 353	15 299	14 723	55 339	215 940	40 259	104 664	484 360
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 467	2 863	3 051	1 858	6 474	4 511	7 325	6 278	-	34 827
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 670	2 105	28	-	-	-	-	-	-	12 803
Divers	1 791	300	213	4	3	3	1	5 252	31 410	38 977
Total des autres actifs	14 928	5 268	3 292	1 862	6 477	4 514	7 326	11 530	31 410	86 607
Total des actifs	165 655	45 683	31 066	22 926	28 635	79 451	285 157	162 718	201 881	1 023 172

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2022									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 2) 3)										
Banques	7 336	5 826	2 737	779	781	-	-	27	7 487	24 973
Entreprises et administrations publiques	21 744	32 315	31 894	17 516	18 156	25 756	40 470	16 305	254 222	458 378
Particuliers	3 638	5 492	6 706	7 622	8 649	9 339	10 028	2 799	167 325	221 598
Total des dépôts	32 718	43 633	41 337	25 917	27 586	35 095	50 498	19 131	429 034	704 949
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 952	2 627	2 196	1 949	4 544	4 296	6 242	6 019	-	29 825
Acceptations	10 670	2 105	28	-	-	-	-	-	-	12 803
Titres vendus à découvert 4)	36 760	-	-	-	-	-	-	-	-	36 760
Titres mis en pension ou prêtés 4)	88 098	14 552	1 716	3 613	-	-	-	-	-	107 979
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	14	1 412	545	537	2 882	4 916	10 531	4 321	-	25 158
Divers	9 232	213	101	109	956	820	2 391	6 077	17 514	37 413
Total des autres passifs	146 726	20 909	4 586	6 208	8 382	10 032	19 164	16 417	17 514	249 938
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	25	8 456	-	8 481
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	59 804	59 804
Total des passifs et des capitaux propres	179 444	64 542	45 923	32 125	35 968	45 127	69 687	44 004	506 352	1 023 172

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 20 680 millions de dollars au 31 janvier 2022 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)										31 janvier 2022
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 220	7 371	10 621	8 312	12 152	33 746	104 954	5 621	-	183 997
Lettres de crédit 2)	1 957	2 797	4 412	3 957	5 419	2 429	3 557	85	-	24 613
Concours de trésorerie	-	-	1 101	1 295	1 110	7 636	932	743	-	12 817
Contrats de location	-	-	-	-	-	3	26	228	-	257
Prêt de titres	1 396	-	-	-	-	-	-	-	-	1 396
Obligations d'achat	22	37	55	54	51	151	334	48	-	752

- 1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.
- 2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

(en millions de dollars canadiens)										31 octobre 2021
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91 736	-	-	-	-	-	-	-	1 525	93 261
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 529	1 440	1 172	1 753	409	-	-	-	-	8 303
Valeurs mobilières	5 286	4 742	5 116	3 383	2 692	17 512	43 571	90 225	60 322	232 849
Titres pris en pension ou empruntés	70 080	22 873	11 362	1 602	766	699	-	-	-	107 382
Prêts 1)										
Prêts hypothécaires à l'habitation	458	1 081	2 109	4 373	4 879	22 170	91 146	9 396	138	135 750
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	215	419	639	1 166	1 110	5 732	31 613	13 518	22 752	77 164
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 103	8 103
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 082	7 667	7 697	10 496	10 213	29 303	81 377	14 413	66 561	239 809
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 564)	(2 564)
Total des prêts, déduction faite de la provision	12 755	9 167	10 445	16 035	16 202	57 205	204 136	37 327	94 990	458 262
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 752	4 924	2 187	1 809	1 634	7 525	8 787	7 095	-	36 713
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 574	2 428	19	-	-	-	-	-	-	14 021
Divers	2 002	461	140	4	3	5	1	5 097	29 671	37 384
Total des autres actifs	16 328	7 813	2 346	1 813	1 637	7 530	8 788	12 192	29 671	88 118
Total des actifs	199 714	46 035	30 441	24 586	21 706	82 946	256 495	139 744	186 508	988 175

(en millions de dollars canadiens)										31 octobre 2021
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 2) 3)										
Banques	9 047	4 581	4 193	746	389	-	-	26	7 629	26 611
Entreprises et administrations publiques	16 894	26 861	29 665	21 345	16 213	24 249	35 707	17 113	254 201	442 248
Particuliers	3 944	6 399	8 630	6 766	7 697	9 529	10 022	2 786	160 999	216 772
Total des dépôts	29 885	37 841	42 488	28 857	24 299	33 778	45 729	19 925	422 829	685 631
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 771	3 651	2 379	1 508	1 444	5 723	7 140	6 199	-	30 815
Acceptations	11 574	2 428	19	-	-	-	-	-	-	14 021
Titres vendus à découvert 4)	32 073	-	-	-	-	-	-	-	-	32 073
Titres mis en pension ou prêtés 4)	73 190	17 199	3 994	3 103	70	-	-	-	-	97 556
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	21	1 737	1 527	648	486	7 240	9 791	4 036	-	25 486
Divers	10 121	1 632	116	109	162	944	1 277	3 509	20 307	38 177
Total des autres passifs	129 750	26 647	8 035	5 368	2 162	13 907	18 208	13 744	20 307	238 128
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	25	6 868	-	6 893
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	57 523	57 523
Total des passifs et des capitaux propres	159 635	64 488	50 523	34 225	26 461	47 685	63 962	40 537	500 659	988 175

- 1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.
- 2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.
- 3) Des dépôts de 20 991 millions de dollars au 31 octobre 2021 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.
- 4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2021

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 674	4 935	8 374	13 308	14 498	33 749	99 639	4 571	-	180 748
Lettres de crédit 2)	1 196	4 083	4 358	3 815	4 806	1 980	3 304	104	-	23 646
Concours de trésorerie	189	137	293	1 073	1 578	2 709	6 088	828	-	12 895
Contrats de location	-	-	-	-	1	3	22	222	-	248
Prêt de titres	3 909	-	-	-	-	-	-	-	-	3 909
Obligations d'achat	16	38	47	44	60	139	217	41	-	602

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques pays qui met en jeu des évaluations économiques et politiques et la gestion des expositions conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nos expositions à ces régions au 31 janvier 2022 sont présentées dans le tableau ci-après.

Le 26 octobre 2021, le BSIF a recommandé que les banques canadiennes d'importance systémique mondiale (BIS^m) cessent de fournir les informations par pays relatives aux expositions en Europe et que les expositions sur des États souverains commencent à être présentées par région (continent) à compter du premier trimestre de 2022.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la valeur de marché. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

Expositions par région

	Au 31 janvier 2022										Au 31 octobre 2021			
(en millions de dollars canadiens)	Tranche financée des prêts et engagements				Titres			Opérations de type mise en pension et dérivés						
Région	Banque	États Sociétés souverains		Total	Banque	États Sociétés souverains		Total	Banque	États Sociétés souverains		Total	Total montant net	Total montant net 2)
Europe (excl. Royaume-Uni)	620	2 395	–	3 015	1 186	14	6 324	7 524	1 512	331	40	1 883	12 422	12 477
Royaume-Uni	26	3 758	–	3 784	94	150	830	1 074	54	623	94	771	5 629	8 236
Amérique latine	2 362	4 680	–	7 042	–	47	–	47	4	47	1	52	7 141	5 846
Asie-Pacifique	5 648	3 223	26	8 897	1 063	827	2 031	3 921	360	580	43	983	13 801	11 766
Afrique et Moyen-Orient	2 215	298	–	2 513	2	1	22	25	–	9	437	446	2 984	2 923
Autres 1)	–	496	–	496	21	–	4 460	4 481	1	–	604	605	5 582	4 775
Total	10 871	14 850	26	25 747	2 366	1 039	13 667	17 072	1 931	1 590	1 219	4 740	47 559	46 023

1) Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

2) Reflète le reclassement des pays selon le plus récent trimestre.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement de la Banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif productif moyen Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période de un an.

Actifs pondérés en fonction des risques Actifs définis comme les expositions inscrites au bilan et hors bilan qui sont pondérées en fonction des risques selon les lignes directrices établies par le BSIF. Cette mesure est utilisée aux fins de la gestion du capital et de la présentation de l'information pour répondre aux exigences réglementaires.

Actifs sous administration et actifs sous gestion Actifs administrés ou gérés par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de l'institution financière qui les administre ou les gère.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans le Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat sur les valeurs mobilières exemptes d'impôt sont portés à un équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus de sources imposables et de sources exemptes d'impôt. Le taux d'impôt effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable pour des raisons de cohérence avec l'approche, la compensation des ajustements des unités d'exploitation étant enregistrée dans les Services d'entreprise.

Bénéfice avant dotation et impôts Bénéfice calculé comme étant le bénéfice avant les impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

Bénéfice et mesures ajustés

- **Revenus ajustés** – Ils sont calculés comme les revenus, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents, et les revenus nets ajustés correspondent aux revenus ajustés déduction faite des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Charges autres que d'intérêts ajustées** – Elles sont calculées comme les charges autres que d'intérêts, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Bénéfice net ajusté** – Il est calculé comme le bénéfice net, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance des activités poursuivies sous-jacentes.

Bénéfice par action (BPA) Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net

ajusté. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA. La note 23 afférente aux états financiers consolidés contient plus de détails sur cette mesure.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) Elle s'entend du total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires. Les plus grandes banques au Canada seront tenues de respecter des exigences minimales à l'égard du ratio TLAC et du ratio de levier TLAC à compter du 1^{er} novembre 2021, calculées conformément à la ligne directrice relative à la TLAC du BSIF.

Capital économique Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dette admissible aux fins de recapitalisation interne Elle s'entend de la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada. Cette dette inclut la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. Une partie ou la totalité de cette dette peut être, selon la loi, convertie en actions ordinaires de la Banque aux termes

du régime de recapitalisation interne si la Banque dépose une résolution.

Dotation à la provision pour pertes sur créances Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber toute perte de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter aux sections Provision pour pertes sur créances et Dotation à la provision pour pertes sur créances à la note 4 afférente aux états financiers consolidés.

Entités structurées (ES) Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant de ces rendements.

Évaluation à la valeur de marché Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur (tel que défini précédemment) à la date du bilan.

Exigences supplémentaires liées au risque (IRC) Elles sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

Expositions aux fins du ratio de levier Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

Fonds propres de catégorie 1 Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des **fonds propres de catégorie 1 supplémentaires**. Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées et des autres instruments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, moins les déductions réglementaires.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

Fonds propres de catégorie 2 Ils se composent de débentures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

Instruments dérivés Contrats dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé permet de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments financiers hors bilan Ils s'entendent des divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

Juste valeur Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

Levier d'exploitation Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges. Le levier d'exploitation ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés et le taux de croissance des charges ajustées.

Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI Écart entre le taux de croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (ce qui correspond aux revenus nets), et le taux de croissance des charges. Le levier d'exploitation net ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, et le taux de croissance des charges ajustées.

Marge nette d'intérêts Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts est parfois calculée au moyen du total des actifs moyens. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation, est calculée de la même manière que si l'on excluait les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

Montant nominal de référence Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

Options Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

Papier commercial adossé à des actifs Instrument de placement à court terme. Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Il équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour pertes sur créances Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables. Une *provision liée aux prêts productifs* est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Une *provision liée aux prêts douteux* est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

Ratio de distribution Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action. Le ratio de distribution ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté.

Ratio d'efficience (ou ratio des charges aux revenus)

Ce ratio est une mesure de la productivité. Il se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus et est exprimé en pourcentage. Le ratio d'efficience ajusté se calcule de la même façon, à partir du total des revenus ajustés et des charges autres que d'intérêts ajustés.

Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI Ce ratio se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), exprimé en pourcentage. Le ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI, se calcule de la même façon, à partir du total des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI et des charges autres que d'intérêts.

Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de levier Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les expositions aux fins du ratio de levier.

Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

Ratio de liquidité à court terme Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension prévu par le BSIF.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui peuvent comprendre une portion des provisions pour pertes sur créances attendues, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF.

Ratio du total des fonds propres Ce ratio représente le total des fonds propres, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO)

Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués. Le RCP ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement total des capitaux propres (RTCP)

Rendement annualisé sur trois et cinq ans qui correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de trois et cinq ans, respectivement. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) annuel moyen

Correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période déterminée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI Ils désignent les revenus d'assurance, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus de négociation Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché. Les revenus de négociation comprennent également les revenus (charges) et les profits (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants : contrats de taux d'intérêt et de change (y compris les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

Revenus nets autres que d'intérêts Ils correspondent aux revenus autres que d'intérêts, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus nets d'intérêts Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, sont établis sur une base qui exclut les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

Risque d'assurance Ce risque correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, diffère de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance, et se compose du risque de réclamation, du risque lié au comportement des titulaires de police et du risque lié aux frais.

Risque de crédit et de contrepartie Ce risque désigne la possibilité de subir une perte sur créances si un débiteur (p. ex. un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie) ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Risque de liquidité et de financement Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

Risque de marché Ce risque représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations défavorables par suite de variations de paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite et les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme Ce risque est associé à l'achat et à la vente de produits financiers pour répondre aux besoins des clients, y compris les activités de tenue de marché et de financement connexes, et à l'appui offert aux clients pour lever des fonds au moyen de l'émission de titres.

Risque de modèle Ce risque désigne la possibilité que des décisions fondées sur des résultats obtenus au moyen de modèles erronés ou mal utilisés aient des conséquences négatives, dont une perte financière, la prise de décisions inappropriées ou une atteinte à la réputation.

Risque de réputation Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice lié à la marque BMO, ce qui peut se produire même si les autres risques sont gérés adéquatement.

Risque de stratégie Ce risque désigne la possibilité de subir une perte ou un préjudice en raison des changements du contexte commercial et de l'incapacité de s'adapter de manière appropriée à ces changements à cause d'un défaut d'agir, de l'utilisation de stratégies inefficaces ou de l'application déficiente des stratégies. Le risque de stratégie comprend également le risque d'entreprise, lequel découle des activités propres à une entreprise, ainsi que des effets que ces activités pourraient avoir sur son résultat.

Risque environnemental et social Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice, directement ou indirectement, découlant de répercussions ou de préoccupations environnementales et sociales, y compris les changements climatiques, liées à BMO, à nos clients ou à nos fournisseurs et à notre impact sur l'environnement et la société.

Risque juridique et réglementaire Ce risque désigne le risque de perte ou de préjudice qui découle du non-respect des lois, des obligations contractuelles ou des exigences réglementaires, notamment le risque de ne pas se conformer à la loi (dans son esprit et dans sa lettre) ou de ne pas maintenir les normes de diligence, de ne pas mettre en œuvre des exigences légales ou réglementaires, de ne pas exécuter ou de ne pas se conformer à des modalités contractuelles, de ne pas faire valoir des droits non contractuels, de ne pas régler efficacement les litiges ou de ne pas agir de manière à préserver notre réputation.

Risque opérationnel non financier Ce risque englobe une vaste gamme de risques non financiers, y compris ceux qui touchent les changements organisationnels, la confiance des clients, la réputation et les données et qui peuvent entraîner une perte financière. Ces pertes peuvent provenir de processus ou de systèmes internes inadéquats ou de leur défaillance, d'erreurs humaines, ou d'inconduite, et d'événements externes qui sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur notre crédit ou sur nos portefeuilles de placements. Ces risques comprennent les risques technologiques, le risque de fraude, le risque lié à la continuité des opérations et le risque lié aux ressources humaines, mais ils excluent les risques juridiques et réglementaires, le risque d'entreprise, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et d'autres types de risques financiers.

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation) Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

Sensibilité de la valeur économique Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Sensibilité du résultat Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projeté sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Services d'entreprise Ils comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et l'analyse, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services d'exploitation.

Solde brut des prêts et acceptations douteux Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations, compte non tenu des prêts douteux qui ont été acquis.

Swap Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que BMO conclut sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.
- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable, et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie en échange d'un accord par lequel cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.
- *Swap sur rendement total* – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en trésorerie dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Taux d'impôt effectif ajusté Taux calculé comme la charge d'impôts sur le résultat après ajustement divisée par le bénéfice ajusté avant charge d'impôts sur le résultat.

Titres mis en pension ou prêtés Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Titrisation Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiducies, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

Total des fonds propres Il inclut les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

Valeur à risque (VaR) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Valeur à risque en période de tension (VaR en période de tension) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour, les données d'entrée des modèles étant définies d'après les données historiques enregistrées dans une période caractérisée par de fortes tensions financières. La VaR en période de tension est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	4 081 \$	3 933 \$	4 029 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 067	1 042	990
Dépôts à d'autres banques	58	53	44
	5 206	5 028	5 063
Charges d'intérêts			
Dépôts	705	737	921
Dette subordonnée	45	42	58
Autres passifs	437	493	506
	1 187	1 272	1 485
Revenus nets d'intérêts	4 019	3 756	3 578
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	282	258	285
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	329	313	305
Revenus de négociation	799	(98)	212
Commissions sur prêts	385	344	356
Frais de services de cartes	131	126	81
Frais de gestion de placements et de garde de titres	466	522	482
Revenus tirés de fonds d'investissement	356	419	374
Commissions de prise ferme et de consultation	434	348	258
Profits sur titres, autres que de négociation (note 2)	138	180	102
Profits de change, autres que de négociation	22	39	24
Revenus d'assurance	192	223	744
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	66	65	56
Autres	104	78	118
	3 704	2 817	3 397
Total des revenus	7 723	6 573	6 975
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)	(99)	(126)	156
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	81	97	601
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel	2 299	2 059	2 119
Bureaux et matériel	828	900	804
Amortissement des immobilisations incorporelles	150	163	156
Publicité et expansion des affaires	106	133	66
Communications	64	65	64
Honoraires	155	184	136
Autres	244	299	268
	3 846	3 803	3 613
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	3 895	2 799	2 605
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	962	640	588
Bénéfice net	2 933	2 159	2 017
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 9)			
De base	4,44 \$	3,24 \$	3,03 \$
Dilué	4,43	3,23	3,03
Dividendes par action ordinaire	1,33	1,06	1,06

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Bénéfice net	2 933 \$	2 159 \$	2 017 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	(62)	(151)	57
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(28)	(10)	(9)
	(90)	(161)	48
Variation nette des (pertes) latentes sur les couvertures de flux de trésorerie (Pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(478)	(988)	(131)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	(138)	(135)	(77)
	(616)	(1 123)	(208)
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	808	(293)	(1 131)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(128)	98	221
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements (note 12) 6)	29	-	-
	709	(195)	(910)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 7)	2	13	-
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	162	158	275
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	66	24	(245)
	230	195	30
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	233	(1 284)	(1 040)
Total du résultat global	3 166 \$	875 \$	977 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 22 millions de dollars, de 54 millions et de (20) millions pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 10 millions de dollars, de 3 millions et de 3 millions pour le trimestre.

3) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 172 millions de dollars, de 357 millions et de 46 millions pour le trimestre.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 50 millions de dollars, de 49 millions et de 28 millions pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 48 millions de dollars, de (35) millions et de (80) millions pour le trimestre.

6) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de néant, s.o. pour le trimestre.

7) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de néant, (4) millions de dollars, néant pour le trimestre.

8) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (60) millions de dollars, de (58) millions et de (99) millions pour le trimestre.

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (24) millions de dollars, de (9) millions et de 89 millions pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 123 \$	93 261 \$	73 091 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 573	8 303	8 376
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	118 641	104 411	98 943
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	14 663	14 210	13 939
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	43 071	63 123	70 574
Titres de créance au coût amorti	98 456	49 970	48 708
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 234	1 135	1 026
	276 065	232 849	233 190
Titres pris en pension ou empruntés	117 444	107 382	121 573
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	137 382	135 750	128 170
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	79 080	77 164	70 780
Prêts sur cartes de crédit	8 050	8 103	7 342
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	262 253	239 809	248 752
	486 765	460 826	455 044
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(2 405)	(2 564)	(3 188)
	484 360	458 262	451 856
Autres actifs			
Instruments dérivés	34 827	36 713	34 054
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 803	14 021	11 878
Bureaux et matériel	4 550	4 454	4 202
Écart d'acquisition	4 957	5 378	6 365
Immobilisations incorporelles	2 071	2 266	2 388
Actifs d'impôt exigible	1 615	1 588	1 434
Actifs d'impôt différé	1 027	1 287	1 339
Actifs divers	24 757	22 411	23 465
	86 607	88 118	85 125
Total des actifs	1 023 172 \$	988 175 \$	973 211 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 4)	704 949 \$	685 631 \$	672 500 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	29 825	30 815	29 430
Acceptations	12 803	14 021	11 878
Titres vendus à découvert	36 760	32 073	34 164
Titres mis en pension ou prêtés	107 979	97 556	99 892
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 158	25 486	25 610
Passifs d'impôt exigible	192	221	196
Passifs d'impôt différé	135	192	155
Passifs divers	37 086	37 764	35 962
	249 938	238 128	237 287
Dettes subordonnées (note 4)	8 481	6 893	7 276
Total des passifs	963 368 \$	930 652 \$	917 063 \$
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	5 558	5 558	5 848
Actions ordinaires (note 5)	13 625	13 599	13 501
Surplus d'apport	319	313	309
Résultats non distribués	37 513	35 497	32 012
Cumul des autres éléments du résultat global	2 789	2 556	4 478
Total des capitaux propres	59 804	57 523	56 148
Total des passifs et des capitaux propres	1 023 172 \$	988 175 \$	973 211 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	5 558 \$	6 598 \$
Rachetées au cours de la période	-	(750)
Solde à la clôture de la période	5 558	5 848
Actions ordinaires (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	13 599	13 430
Émises en vertu du régime d'options sur actions	22	27
Rachetées aux fins d'annulation et actions propres vendues ou achetées	4	44
Solde à la clôture de la période	13 625	13 501
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	313	302
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	5	5
Autres	1	2
Solde à la clôture de la période	319	309
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	35 497	30 745
Bénéfice net	2 933	2 017
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(55)	(56)
Dividendes sur les actions ordinaires	(862)	(686)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	-	(6)
Escompte net à la vente d'actions propres	-	(2)
Solde à la clôture de la période	37 513	32 012
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	171	355
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	(62)	57
Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	2	-
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(28)	(9)
Solde à la clôture de la période	83	403
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	185	1 979
(Pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	(478)	(131)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	(138)	(77)
Solde à la clôture de la période	(431)	1 771
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	2 269	3 980
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	808	(1 131)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(128)	221
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements (note 12)	29	-
Solde à la clôture de la période	2 978	3 070
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	285	(638)
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	162	275
Solde à la clôture de la période	447	(363)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(354)	(158)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	66	(245)
Solde à la clôture de la période	(288)	(403)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 789	4 478
Total des capitaux propres	59 804 \$	56 148 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	2 933 \$	2 017 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Dotation à la provision relative aux titres, autres que de négociation	-	(1)
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(138)	(101)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(12 747)	(2 883)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)	(99)	156
Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés	3 218	2 582
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	(2 746)	725
Amortissement des bureaux et du matériel	195	196
Amortissement d'autres actifs	28	41
Amortissement des immobilisations incorporelles	150	156
Perte nette liée aux dessaisissements (note 12)	29	-
Diminution nette des actifs d'impôt différé	278	105
Augmentation (diminution) nette des passifs d'impôt différé	(57)	46
(Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt exigible	31	(270)
Augmentation (diminution) nette des passifs d'impôt exigible	(42)	89
Variation des intérêts courus – diminution des intérêts à recevoir	56	102
– (diminution) des intérêts à payer	(71)	(86)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(6 040)	(2 706)
Augmentation nette des dépôts	8 895	25 865
(Augmentation) nette des prêts	(21 630)	(11 440)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	4 421	5 198
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	8 854	13 230
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(8 550)	(12 135)
(Diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(481)	(1 036)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(23 513)	19 850
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation nette des passifs des filiales	3 795	-
Produit de l'émission d'obligations sécurisées	3 925	-
Remboursement/rachats d'obligations sécurisées	(2 222)	-
Produit de l'émission de la dette subordonnée	1 587	-
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	-	(1 000)
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	-	(756)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires et de la vente (l'achat) d'actions propres (note 5)	21	68
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(746)	(738)
Remboursement des obligations locatives	(57)	(75)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	6 303	(2 501)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(72)	337
Achats de titres, autres que de négociation	(53 325)	(13 483)
Échéances de titres, autres que de négociation	7 191	6 714
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	18 400	5 895
Bureaux et matériel – (achats) nets	(135)	(116)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(134)	(117)
Produit net de dessaisissements (note 12)	1 218	-
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(26 857)	(770)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	929	(896)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(43 138)	15 683
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	93 261	57 408
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	50 123 \$	73 091 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts versés au cours de la période 1)	1 228 \$	1 555 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	545 \$	562 \$
Intérêts reçus au cours de la période	4 818 \$	4 806 \$
Dividendes reçus au cours de la période	424 \$	383 \$

1) Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

31 janvier 2022 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 1^{er} mars 2022.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Notre Bureau de transition du TIO continue de coordonner et superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires sans aucune variation importante des risques liés au projet ou à la transition présentés à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Comme prévu, la fixation du TIOL en livres sterling, du TIOL en euros, du TIOL en francs suisses et du TIOL en yens japonais ainsi que du TIOL en dollars américains à 1 semaine et à 2 mois a cessé d'être offerte le 31 décembre 2021.

Aucun changement important aux risques découlant de la transition relativement à nos expositions restantes au TIOL libellé en dollars américains n'a été noté depuis le 31 octobre 2021. Notre plan de projet est toujours sur la bonne voie et harmonisé avec les directives en matière de supervision des organismes en réglementation prudentielle aux États-Unis, du fait que nous avons cessé d'émettre de nouveaux instruments basés sur le TIOL. Cependant, alors que nous nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023, dans le cours normal des activités, nos expositions pourraient encore fluctuer, notamment dans les cas où des clients utiliseraient les facilités existantes fondées sur le TIOL qui n'ont pas encore été renouvelées. Ces fluctuations aux expositions aux TIOL libellés en dollars américains n'ont eu aucune incidence importante sur nos plans de conversion des TIO.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les contrats de location, ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

L'incidence persistante de la COVID-19 sur les économies canadienne et américaine demeure incertaine et difficile à prévoir, y compris les mesures gouvernementales et réglementaires prises face à la pandémie, lesquelles peuvent varier selon le pays ou la région. L'incidence de la pandémie sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, ses notations de crédit et ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur ses clients et ses concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 janvier 2022.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent l'incidence des incertitudes de l'environnement économique sur les conditions de crédit qui peuvent faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 14 663 millions de dollars (14 210 millions au 31 octobre 2021), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 3 748 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 10 915 millions (3 038 millions et 11 172 millions, respectivement, au 31 octobre 2021).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 43 071 millions de dollars (63 123 millions au 31 octobre 2021), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 2 millions (2 millions au 31 octobre 2021).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 98 456 millions de dollars (49 970 millions au 31 octobre 2021), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 2 millions (1 million au 31 octobre 2021).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 472	25	84	8 413	13 087	62	84	13 065
des administrations provinciales et municipales canadiennes	2 286	19	21	2 284	2 973	29	15	2 987
l'administration fédérale américaine	10 388	92	235	10 245	21 041	282	297	21 026
des municipalités, agences et États américains	3 751	52	16	3 787	4 034	85	5	4 114
d'autres administrations publiques	6 624	35	49	6 610	6 476	55	29	6 502
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	715	2	3	714	1 122	6	3	1 125
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	7 518	57	26	7 549	10 894	151	34	11 011
Titres de créance d'entreprises	3 339	20	41	3 318	3 147	34	20	3 161
Titres de participation d'entreprises	120	31	-	151	103	29	-	132
Total	43 213	333	475	43 071	62 877	733	487	63 123

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2022	31 janvier 2021
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance	96	131
Au coût amorti	172	106
Total	268	237

Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	102	90
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits (pertes) réalisés 1)	36	13
Pertes de valeur	–	(1)
Profits sur titres, autres que de négociation	138	102

1) Les profits (pertes) réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) profits sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et les profits (pertes) sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont pris en compte dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats. Ils comprennent :

- Des revenus d'intérêts de 95 millions de dollars et de 96 millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et 2021, respectivement, calculés à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Des profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net de (244) millions de dollars et de 235 millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et 2021, respectivement;
- Des profits sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de néant et 1 million pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et 2021, respectivement.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	4	-	-	4	4	-	-	4
Très faible	95 387	205	-	95 592	94 566	179	-	94 745
Bas	23 167	1 839	-	25 006	23 471	1 293	-	24 764
Moyen	12 153	2 749	-	14 902	12 066	2 250	-	14 316
Haut	134	312	-	446	167	306	-	473
Non coté	1 060	33	-	1 093	1 051	46	-	1 097
Douteux	-	-	339	339	-	-	351	351
Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation	131 905	5 138	339	137 382	131 325	4 074	351	135 750
Provision pour pertes sur créances	49	39	10	98	46	39	12	97
Valeur comptable	131 856	5 099	329	137 284	131 279	4 035	339	135 653
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 528	30	-	1 558	1 487	37	-	1 524
Très faible	32 006	8	-	32 014	30 672	8	-	30 680
Bas	22 393	619	-	23 012	21 660	534	-	22 194
Moyen	12 595	3 872	-	16 467	13 336	3 607	-	16 943
Haut	594	1 423	-	2 017	661	1 375	-	2 036
Non coté	3 688	38	-	3 726	3 450	50	-	3 500
Douteux	-	-	286	286	-	-	287	287
Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	72 804	5 990	286	79 080	71 266	5 611	287	77 164
Provision pour pertes sur créances	116	301	91	508	113	333	91	537
Valeur comptable	72 688	5 689	195	78 572	71 153	5 278	196	76 627
Prêts sur cartes de crédit 1)								
Exceptionnellement faible	2 340	-	-	2 340	2 532	-	-	2 532
Très faible	441	-	-	441	450	-	-	450
Bas	1 952	156	-	2 108	1 801	66	-	1 867
Moyen	2 043	620	-	2 663	1 743	663	-	2 406
Haut	123	290	-	413	75	287	-	362
Non coté	85	-	-	85	486	-	-	486
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde brut des prêts sur cartes de crédit	6 984	1 066	-	8 050	7 087	1 016	-	8 103
Provision pour pertes sur créances	65	170	-	235	67	209	-	276
Valeur comptable	6 919	896	-	7 815	7 020	807	-	7 827
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	160 449	1 419	-	161 868	144 807	1 446	-	146 253
Catégorie spéculative	91 483	14 479	-	105 962	85 375	14 534	-	99 909
Liste de surveillance	-	5 632	-	5 632	-	6 137	-	6 137
Douteux	-	-	1 594	1 594	-	-	1 531	1 531
Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	251 932	21 530	1 594	275 056	230 182	22 117	1 531	253 830
Provision pour pertes sur créances	556	628	380	1 564	529	730	395	1 654
Valeur comptable	251 376	20 902	1 214	273 492	229 653	21 387	1 136	252 176
Total du solde brut des prêts et acceptations	463 625	33 724	2 219	499 568	439 860	32 818	2 169	474 847
Total du solde net des prêts et acceptations	462 839	32 586	1 738	497 163	439 105	31 507	1 671	472 283
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	159 628	1 103	-	160 731	154 975	2 367	-	157 342
Catégorie spéculative	48 659	7 364	-	56 023	46 827	8 164	-	54 991
Liste de surveillance	-	2 413	-	2 413	-	2 453	-	2 453
Douteux	-	-	508	508	-	-	682	682
Provision pour pertes sur créances	207	167	13	387	195	186	13	394
Valeur comptable 3) 4)	208 080	10 713	495	219 288	201 607	12 798	669	215 074

1) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

2) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

3) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

4) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès d'autres parties.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2022, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 2 792 millions de dollars (2 958 millions au 31 octobre 2021), dont une tranche de 2 405 millions (2 564 millions au 31 octobre 2021) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 387 millions (394 millions au 31 octobre 2021), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et le 31 janvier 2021. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 janvier 2022				31 janvier 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	46	40	19	105	51	75	26	152
Transfert à l'étape 1	11	(10)	(1)	-	25	(18)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	3	(2)	-	(1)	15	(14)	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-	-	(7)	7	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(11)	10	3	2	(45)	(19)	24	(40)
Montages des prêts	5	-	-	5	6	-	-	6
Décomptabilisations et échéances	(1)	(2)	-	(3)	(2)	(4)	-	(6)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(1)	2	4	(17)	(33)	10	(40)
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(1)	(1)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	1	1	-	-	-	-
Change et autres	-	1	(4)	(3)	(1)	-	(7)	(8)
Solde à la clôture de la période	49	40	17	106	33	42	26	101
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	128	357	91	576	148	454	105	707
Transfert à l'étape 1	58	(56)	(2)	-	65	(62)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(9)	15	(6)	-	(7)	16	(9)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(23)	24	-	(1)	(22)	23	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(55)	40	18	3	(65)	71	31	37
Montages des prêts	16	-	-	16	19	-	-	19
Décomptabilisations et échéances	(6)	(11)	-	(17)	(7)	(14)	-	(21)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(35)	34	2	4	(11)	42	35
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(50)	(50)	-	-	(65)	(65)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	18	18	-	-	22	22
Change et autres	-	2	(2)	-	(2)	(3)	(7)	(12)
Solde à la clôture de la période	131	324	91	546	150	440	97	687
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	114	245	-	359	110	321	-	431
Transfert à l'étape 1	51	(51)	-	-	58	(58)	-	-
Transfert à l'étape 2	(10)	10	-	-	(6)	6	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(29)	29	-	-	(40)	40	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(57)	45	12	-	(55)	80	14	39
Montages des prêts	13	-	-	13	7	-	-	7
Décomptabilisations et échéances	(2)	(6)	-	(8)	(1)	(7)	-	(8)
Changements apportés à un modèle	2	(8)	-	(6)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(3)	(39)	41	(1)	3	(19)	54	38
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(57)	(57)	-	-	(68)	(68)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	20	20	-	-	20	20
Change et autres	2	-	(4)	(2)	(1)	-	(6)	(7)
Solde à la clôture de la période	113	206	-	319	112	302	-	414
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	662	855	401	1 918	658	1 258	608	2 524
Transfert à l'étape 1	93	(65)	(28)	-	179	(178)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(16)	57	(41)	-	(16)	18	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(8)	8	-	(1)	(53)	54	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(129)	(54)	70	(113)	(72)	141	58	127
Montages des prêts	118	-	-	118	78	-	-	78
Décomptabilisations et échéances	(41)	(59)	-	(100)	(28)	(48)	-	(76)
Changements apportés à un modèle	1	(6)	-	(5)	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	26	(135)	9	(100)	140	(120)	109	129
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(27)	(27)	-	-	(111)	(111)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	7	7	-	-	13	13
Change et autres	12	15	(4)	23	(7)	(36)	(36)	(79)
Solde à la clôture de la période	700	735	386	1 821	791	1 102	583	2 476
Total à la clôture de la période	993	1 305	494	2 792	1 086	1 886	706	3 678
Composition : Prêts	786	1 138	481	2 405	850	1 657	681	3 188
Autres instruments de crédit 3)	207	167	13	387	236	229	25	490

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (4) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 ((6) millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2021).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021 se présentent comme suit :

	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	307 311	331	1 089	305 891	299 905	345	1 143	298 417
États-Unis	170 244	150	820	169 274	153 479	153	910	152 416
Autres pays	9 210	–	15	9 195	7 442	–	13	7 429
Total	486 765	481	1 924	484 360	460 826	498	2 066	458 262

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 13 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 374 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (381 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021 :

	31 janvier 2022				31 octobre 2021	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)
Prêts hypothécaires à l'habitation	339	10	329	351	12	339
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	286	91	195	287	91	196
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	1 594	380	1 214	1 531	395	1 136
Total	2 219	481	1 738	2 169	498	1 671
Répartition géographique 2) :						
Canada	1 298	331	967	1 195	345	850
États-Unis	921	150	771	974	153	821
Autres pays	–	–	–	–	–	–
Total	2 219	481	1 738	2 169	498	1 671

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 13 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2021), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

	31 janvier 2022			31 octobre 2021		
	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	359	15	374	404	14	418
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	315	60	375	279	59	338
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	261	36	297	264	33	297
Total	935	111	1 046	947	106	1 053

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 36 millions de dollars et à 36 millions au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Les prévisions sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, et tiennent compte de données externes et de notre point de vue quant à la conjoncture économique future. Nous appliquons un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire. Nous avons appliqué un jugement éclairé concernant la qualité du crédit pour refléter l'incidence persistante de l'incertitude conjoncturelle sur les conditions du crédit et la situation économique résultant de la pandémie de COVID-19 de même que les répercussions d'une inflation élevée et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Au 31 janvier 2022, notre scénario de référence prévoit que l'économie sera relativement plus faible à court terme, tant au Canada qu'aux États-Unis, étant donné que la croissance est atténuée à court terme par de nouvelles restrictions et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2021, nous avons prévu une croissance économique plus forte au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 600 millions de dollars au 31 janvier 2022 (1 725 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Au 31 janvier 2022, notre scénario économique défavorable fait état d'une contraction de l'économie avec un PIB réel moyen annuel à la baisse au Canada et aux États-Unis. Le scénario défavorable au 31 octobre 2021 prévoyait un contexte économique légèrement plus faible au Canada et aux États-Unis au cours de la période à court terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 575 millions de dollars au 31 janvier 2022 (3 825 millions au 31 octobre 2021), contre 2 298 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité VIX, les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Les valeurs indiquées représentent les niveaux ou taux de croissance moyens nationaux des 12 prochains mois et des 12 mois suivant chaque période de présentation pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents au besoin.

	Au 31 janvier 2022						Au 31 octobre 2021					
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants	12 premiers mois	12 mois suivants
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes												
Taux de croissance du PIB réel 1)												
Canada	5,8 %	5,6 %	3,6 %	4,0 %	(2,8) %	(1,1) %	6,3 %	5,5 %	4,0 %	3,9 %	(2,7) %	(1,1) %
États-Unis	6,3 %	3,9 %	4,1 %	2,6 %	(1,9) %	(1,1) %	7,1 %	4,0 %	4,8 %	2,7 %	(1,2) %	(1,1) %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %	1,4 %	1,7 %	1,8 %	2,0 %	3,6 %	4,4 %
États-Unis	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,5 %	4,2 %	4,5 %
Taux de chômage												
Canada	5,2 %	4,2 %	5,9 %	5,5 %	9,9 %	11,8 %	6,0 %	4,9 %	6,6 %	5,7 %	10,8 %	12,7 %
États-Unis	3,6 %	3,0 %	4,0 %	3,4 %	7,7 %	10,1 %	4,2 %	3,2 %	4,7 %	3,7 %	8,5 %	11,0 %
Indice des prix des habitations 1)												
Canada 2)	18,0 %	8,4 %	15,0 %	3,5 %	(9,3) %	(18,0) %	18,2 %	10,2 %	15,1 %	5,2 %	(6,4) %	(18,0) %
États-Unis 3)	14,4 %	6,4 %	12,0 %	3,9 %	(5,9) %	(15,5) %	14,6 %	6,7 %	12,3 %	4,3 %	(6,1) %	(15,5) %

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

2) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé de référence HPI.

3) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice du prix des maisons Case-Shiller national.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 1 725 millions de dollars (1 775 millions au 31 octobre 2021), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 298 millions (2 447 millions au 31 octobre 2021).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue		Dépôts à préavis	Dépôts à échéance fixe 4) 5)	31 janvier 2022	31 octobre 2021
	Productifs d'intérêts	Non productifs d'intérêts				
Catégories de déposants :						
Banques 1)	4 322	2 212	953	17 486	24 973	26 611
Entreprises et administrations publiques	49 010	57 146	148 066	204 156	458 378	442 248
Particuliers	5 540	38 048	123 737	54 273	221 598	216 772
Total 2) 3)	58 872	97 406	272 756	275 915	704 949	685 631
Domiciliation :						
Canada	49 548	86 363	131 691	174 214	441 816	427 316
États-Unis	8 981	10 971	139 667	73 016	232 635	232 830
Autres pays	343	72	1 398	28 685	30 498	25 485
Total	58 872	97 406	272 756	275 915	704 949	685 631

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés et les dépôts de métaux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6).

3) Au 31 janvier 2022 et au 31 octobre 2021, les dépôts comprenaient des dépôts de 351 409 millions de dollars et de 342 967 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 39 092 millions et de 29 937 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend 39 345 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 janvier 2022, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (35 959 millions au 31 octobre 2021). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

5) Des dépôts de 20 680 millions de dollars au 31 janvier 2022 (20 991 millions au 31 octobre 2021) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Comme nous ne nous attendons pas à ce qu'un montant significatif soit remboursé avant l'échéance, nous les avons classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 janvier 2022	152 358	69 229	28 684	250 271
Au 31 octobre 2021	140 002	72 399	23 921	236 322

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 janvier 2022	21 096	12 711	27 723	90 828	152 358
Au 31 octobre 2021	20 626	12 761	20 933	85 682	140 002

Dette subordonnée

Le 10 janvier 2022, nous avons émis des titres de la dette subordonnée non garantie à 3,088 % pour un montant de 1 250 millions de dollars américains en vertu de notre programme de billets à moyen terme canadien. Ces titres viennent à échéance le 10 janvier 2037. Le taux des billets sera rajusté à un taux variable le 10 janvier 2032.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2022		31 octobre 2021		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		3 650		3 650	
Autres instruments de capitaux propres					
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires (billets de catégorie 1)		658		658	actions ordinaires 3)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 % (billets avec remboursement de capital à recours limité)		1 250		1 250	actions ordinaires 3) 4)
Autres instruments de capitaux propres		1 908		1 908	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		5 558		5 558	
Actions ordinaires 5) 6) 7)	648 446 895	13 625	648 136 472	13 599	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »), ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, les billets avec remboursement de capital à recours limité (voir la note 4 ci-dessous) puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées, série 48, et le billet de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont nos actions privilégiées, série 48 (FPUNV), lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où des FPUNV, y compris les actions privilégiées de série 48, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion des actions privilégiées de série 48.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 428 389 actions ordinaires au 31 janvier 2022 (5 682 206 actions ordinaires au 31 octobre 2021).

6) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 282 072 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

7) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 8 170 actions propres au 31 janvier 2022 (36 521 actions propres au 31 octobre 2021).

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,8 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (billets de catégorie 1) et les billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %, d'un montant de 1 250 millions de dollars (billets avec remboursement de capital à recours limité) sont classés comme capitaux propres et font partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont comptabilisés en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 25 février 2022, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 38 en circulation pour un total global de 600 millions de dollars.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 décembre 2021, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la TSX, de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 22,5 millions de nos actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Du fait de l'annonce de l'acquisition de Bank of the West, nous avons annoncé que nous ne procéderons pas à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et nous ne prévoyons pas racheter les actions avant la clôture de l'acquisition.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le 10 janvier 2022, nous avons annoncé que nous accordons un escompte de 2 % sur nos actions ordinaires émises par la trésorerie selon les modalités de réinvestissement de dividendes de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le « régime »). À compter du dividende sur les actions ordinaires déclaré pour le premier trimestre de l'exercice 2022 payable le 28 février 2022 aux actionnaires inscrits le 1^{er} février 2022 et jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires du régime seront émises par la trésorerie de la Banque avec un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du régime.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il ya lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022		31 octobre 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres 1)				
Titres comptabilisés au coût amorti	98 456	96 958	49 970	49 810
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	137 284	136 564	135 653	135 461
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	78 572	78 561	76 627	76 791
Prêts sur cartes de crédit	7 815	7 815	7 827	7 827
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	254 412	254 689	233 066	233 670
	478 083	477 629	453 173	453 749
Dépôts 3)	679 968	680 224	662 827	663 558
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4)	23 995	24 002	24 631	24 809
Dettes subordonnées	8 481	8 615	6 893	7 087

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

- 1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.
- 2) Ne tient pas compte de 6 218 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 59 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2022 (5 022 millions et 134 millions, respectivement, au 31 octobre 2021).
- 3) Ne tient pas compte de 24 800 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (22 665 millions au 31 octobre 2021) et de 181 millions de dépôts de métaux (139 millions au 31 octobre 2021) désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 4) Ne tient pas compte de 1 163 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (855 millions au 31 octobre 2021).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers et d'autres cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	4 507	3 731	-	8 238	3 123	4 473	-	7 596
des provinces et municipalités canadiennes	1 918	3 117	-	5 035	2 183	3 655	-	5 838
l'administration fédérale américaine	7 532	7 620	-	15 152	6 050	3 532	-	9 582
des municipalités, agences et États américains	6	446	-	452	-	458	-	458
d'autres administrations publiques	659	2 843	-	3 502	1 307	591	-	1 898
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	17 844	868	18 712	-	13 379	675	14 054
Titres de créance d'entreprises	1 920	7 254	13	9 187	2 231	7 656	7	9 894
Prêts détenus à des fins de transaction	-	187	-	187	-	160	-	160
Titres de participation d'entreprises	58 176	-	-	58 176	54 931	-	-	54 931
	74 718	43 042	881	118 641	69 825	33 904	682	104 411
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	666	155	-	821	704	159	-	863
des provinces et municipalités canadiennes	72	1 269	-	1 341	137	1 243	-	1 380
l'administration fédérale américaine	-	7	-	7	-	38	-	38
d'autres administrations publiques	-	91	-	91	-	92	-	92
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	9	-	9	-	9	-	9
Titres de créance d'entreprises	54	7 500	-	7 554	160	7 544	-	7 704
Titres de participation d'entreprises	1 642	12	3 186	4 840	1 670	12	2 442	4 124
	2 434	9 043	3 186	14 663	2 671	9 097	2 442	14 210
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	6 083	2 330	-	8 413	9 138	3 927	-	13 065
des provinces et municipalités canadiennes	962	1 322	-	2 284	1 438	1 549	-	2 987
l'administration fédérale américaine	9 906	339	-	10 245	18 873	2 153	-	21 026
des municipalités, agences et États américains	-	3 786	1	3 787	-	4 113	1	4 114
d'autres administrations publiques	1 493	5 117	-	6 610	2 803	3 699	-	6 502
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	8 263	-	8 263	-	12 136	-	12 136
Titres de créance d'entreprises	487	2 831	-	3 318	812	2 349	-	3 161
Titres de participation d'entreprises	-	-	151	151	-	-	132	132
	18 931	23 988	152	43 071	33 064	29 926	133	63 123
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	6 271	6	6 277	-	5 150	6	5 156
Autres actifs 1)	4 863	89	-	4 952	4 392	85	-	4 477
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	16 364	20 396	-	36 760	17 424	14 649	-	32 073
Passifs liés aux billets structurés 2)	-	24 800	-	24 800	-	22 665	-	22 665
Autres passifs 3)	1 177	2 434	-	3 611	1 106	2 125	-	3 231
	17 541	47 630	-	65 171	18 530	39 439	-	57 969
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	21	7 397	-	7 418	6	8 066	-	8 072
Contrats de change	9	12 176	-	12 185	3	14 982	-	14 985
Contrats sur produits de base	625	5 885	-	6 510	642	6 976	-	7 618
Contrats sur titres de participation	788	7 917	-	8 705	1 381	4 657	-	6 038
Swaps sur défaillance	4	5	-	9	-	-	-	-
	1 447	33 380	-	34 827	2 032	34 681	-	36 713
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	8	6 682	-	6 690	6	6 773	-	6 779
Contrats de change	3	10 233	-	10 236	4	12 451	-	12 455
Contrats sur produits de base	1 036	1 523	-	2 559	746	1 445	-	2 191
Contrats sur titres de participation	589	9 734	-	10 323	1 581	7 802	-	9 383
Swaps sur défaillance	7	8	2	17	-	5	2	7
	1 643	28 180	2	29 825	2 337	28 476	2	30 815

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance et certains débiteurs mesurés à la juste valeur.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Les autres passifs comprennent des contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 janvier 2022 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	3 186	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative	s. o.	s. o.
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	868	Flux de trésorerie actualisés	Coefficient Taux de remboursement par anticipation	6x 3 %	19x 45 %
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 3)	(5,62)	5,82

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 633 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 31 janvier 2022 (453 millions au 31 octobre 2021), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.

3) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement.

s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2022 et le 31 janvier 2021.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 janvier 2022		31 janvier 2021	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	2 655	2 526	2 737	6 702
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	129	17	56	134
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 119	2 143	4 658	2 109
Titres vendus à découvert	629	833	414	4 784

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2022 et le 31 janvier 2021, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2021	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2022	
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	675	(44)	19	382	(192)	-	114	(86)	868	8
Titres de créance d'entreprises	7	(1)	(1)	9	-	-	-	(1)	13	(1)
Total des titres de négociation	682	(45)	18	391	(192)	-	114	(87)	881	7
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	2 442	76	36	713	(81)	-	-	-	3 186	78
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 442	76	36	713	(81)	-	-	-	3 186	78
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	132	-	2	11	-	-	6	-	151	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	133	-	2	11	-	-	6	-	152	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2021	
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	803	(75)	(31)	357	(353)	-	34	(32)	703	(1)
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des titres de négociation	803	(75)	(31)	357	(353)	-	34	(32)	703	(1)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 903	21	(49)	113	(27)	(4)	-	-	1 957	47
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 903	21	(49)	113	(27)	(4)	-	-	1 957	47
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	93	-	-	5	-	-	-	-	98	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	94	-	-	5	-	-	-	-	99	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 945	-	(70)	1 488	-	(161)	-	-	3 202	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Total des passifs dérivés	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus aux 31 janvier 2022 et 2021 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 janvier 2022, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 2,5 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISI), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISI. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2022 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 janvier 2022	31 octobre 2021
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	47 610	44 491
Fonds propres de catégorie 1	52 481	49 966
Total des fonds propres	61 050	57 201
Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)	96 889	90 353
Actifs pondérés en fonction des risques	337 652	325 433
Exposition aux fins du ratio de levier	1 115 676	976 690
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,1 %	13,7 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	15,5 %	15,4 %
Ratio du total des fonds propres	18,1 %	17,6 %
Ratio TLAC	28,7 %	27,8 %
Ratio de levier	4,7 %	5,1 %
Ratio de levier TLAC	8,7 %	9,3 %

1) Présenté conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, nous avons attribué un total de 1 028 255 options sur actions (984 943 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022 a été de 14,17 \$ l'option (10,75 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours du trimestre clos le	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Rendement attendu des actions	4,2 %	4,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	16,8 %	20,6 – 20,7 %
Taux de rendement sans risque	1,8 – 1,9 %	1,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	135,58	97,14

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2022	31 janvier 2021	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	59	67	2	2
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(7)	2	9	8
(Profit) découlant du règlement	(1)	–	–	–
Charges administratives	1	1	–	–
Charge au titre des prestations	52	70	11	10
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	65	55	–	–
Charge au titre des cotisations définies	65	59	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	182	184	11	10

1) Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la U.S. Federal Insurance Contributions Act.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Bénéfice net	2 933	2 017
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(55)	(56)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 878	1 961
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	648 359	646 511
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	4,44	3,03

Bénéfice dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2022	31 janvier 2021
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	2 878	1 961
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	648 359	646 511
Incidence des instruments dilutifs		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 507	3 906
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 529)	(2 994)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	650 337	647 423
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	4,43	3,03

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 692 954 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 144,13 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 (2 916 456 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 102,51 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Les autorités fiscales du Canada ont produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 210 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2016. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait désormais l'objet d'un litige. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 787	1 156	272	924	(120)	4 019
Revenus autres que d'intérêts	620	363	1 133	1 015	573	3 704
Total des revenus	2 407	1 519	1 405	1 939	453	7 723
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	100	3	-	(16)	(1)	86
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(76)	(77)	4	(35)	(1)	(185)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	24	(74)	4	(51)	(2)	(99)
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	81	-	-	81
Amortissement	125	107	66	75	-	373
Charges autres que d'intérêts	899	605	842	966	161	3 473
Bénéfice avant impôts	1 359	881	412	949	294	3 895
Charge d'impôts sur le résultat	355	200	97	244	66	962
Bénéfice net comptable	1 004	681	315	705	228	2 933
Actifs moyens 3)	278 523	138 735	49 504	407 691	181 443	1 055 896
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 608	1 091	239	803	(163)	3 578
Revenus autres que d'intérêts	491	319	1 738	771	78	3 397
Total des revenus	2 099	1 410	1 977	1 574	(85)	6 975
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	150	20	1	45	(1)	215
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	(51)	(4)	(2)	-	(59)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	148	(31)	(3)	43	(1)	156
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	601	-	-	601
Amortissement	118	123	83	69	-	393
Charges autres que d'intérêts	818	566	854	817	165	3 220
Bénéfice (perte) avant impôts	1 015	752	442	645	(249)	2 605
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	265	173	106	167	(123)	588
Bénéfice net (perte nette) comptable	750	579	336	478	(126)	2 017
Actifs moyens 3)	254 945	130 487	47 535	384 759	163 182	980 908

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

3) Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les prises en pension, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 s'élève à 972 687 \$, soit 264 764 \$ pour les Services bancaires PE Canada, 131 569 \$ pour les Services bancaires PE États-Unis et 576 354 \$ pour tous les autres groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 : total : 893 913 \$, Services bancaires PE Canada, 239 777 \$, Services bancaires PE États-Unis, 123 411 \$ et tous les autres groupes d'exploitation, 530 725 \$).

À compter du premier trimestre de l'exercice 2022, les ventilations de certaines charges au sein de nos secteurs d'exploitation ont été actualisées afin de mieux refléter les circonstances actuelles, ce qui n'a eu aucune incidence sur la Banque dans son ensemble. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Acquisitions et dessaisissements

Acquisitions

Bank of the West

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir Bank of the West et ses filiales à un prix d'achat au comptant de 16,3 milliards de dollars américains, soit 13,4 milliards de dollars américains, déduction faite du capital excédentaire (à la conclusion) qui est estimé à 2,9 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans l'Ouest et le Midwest des États-Unis. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'année civile 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles et de l'approbation des organismes de réglementation. Bank of the West intégrera essentiellement notre groupe d'exploitation Services bancaires PE États-Unis.

Dessaisissements

Activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis

Le 8 novembre 2021, nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, faisant partie de notre secteur d'exploitation BMO Gestion du patrimoine, à Ameriprise Financial Inc. (Ameriprise) pour un produit de 615 millions de livres sterling (1 038 millions de dollars canadiens) dans le cadre d'une transaction entièrement en trésorerie. À la date de la vente, des actifs et des passifs respectivement d'environ 1 779 millions de dollars et 527 millions ont été décomptabilisés. En relation avec la conclusion de la vente des activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, nous avons constaté une perte de 29 millions, avant et après impôts, afférente à la conversion des monnaies étrangères, montant qui a été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global figurant sous les capitaux propres vers les profits de change, autres que de négociation, figurant sous les revenus autres que d'intérêts dans notre état consolidé des résultats. La transaction comprend également la possibilité que certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis transfèrent leurs comptes chez Ameriprise. Ces transferts ont été réalisés au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt de 22 millions.

Taplin, Canida & Habacht LLC

Le 27 janvier 2022, nous avons conclu la vente de Taplin, Canida & Habacht, LLC, faisant partie de nos activités de gestion d'actifs aux États-Unis, à Loop Capital. La vente de cette entreprise n'est pas considérée comme étant significative pour la Banque.

Note 13 : Poursuites judiciaires

La Banque et ses filiales sont parties à des poursuites judiciaires, dont des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. Nous examinons régulièrement l'état de ces poursuites et établissons des dispositions lorsque, à notre avis, il est probable que nous subirons une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. Les provisions de la Banque représentent nos meilleures estimations qui reposent sur l'information actuellement disponible afférente aux poursuites pour lesquelles des estimations peuvent être formulées. Toutefois, les provisions constituées par la Banque peuvent différer sensiblement des pertes réelles subies en raison notamment de ce qui suit : l'incertitude inhérente quant aux diverses issues potentielles de ces poursuites; les diverses étapes des procédures; l'existence de nombreux défendeurs nommés dont la part de responsabilité n'a peut-être pas encore été établie; des points en suspens dans le cadre de telles poursuites, dont certains pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations; le fait que les procédures sous-jacentes évolueront dans le temps; et ces poursuites peuvent mener à des dommages-intérêts très importants ou indéterminés. Bien qu'il soit intrinsèquement difficile de prévoir l'issue finale de ces poursuites, d'après nos connaissances actuelles, nous ne nous attendons pas à ce que l'issue de ces poursuites, individuellement ou globalement, ait un effet négatif important sur la situation financière consolidée ou sur les résultats d'exploitation de la Banque. Cependant, en raison des facteurs qui précèdent et d'autres incertitudes inhérentes à un litige ou à des questions d'ordre réglementaire, il est possible que la résolution ultime des poursuites judiciaires ou des enquêtes réglementaires puisse avoir une incidence significative sur la situation financière consolidée de la Banque ou sur ses résultats d'exploitation pour l'une ou l'autre des périodes de présentation de l'information financière.

BMO et ses filiales ont été cités comme défendeurs ou autrement mis en cause dans un certain nombre important de poursuites judiciaires. BMO Harris Bank N.A. (BMO Harris), société remplaçante de M&I Marshall and Ilse Bank (M&I), a été nommée défenderesse dans une poursuite déposée devant le tribunal de la faillite américain (US Bankruptcy Court) du district du Minnesota (le tribunal de la faillite) en lien avec une combine à la Ponzi mise en place par Thomas J. Petters et certaines personnes et entités affiliées (collectivement, Petters). La poursuite intentée par un fiduciaire dans le cadre d'une procédure de faillite contre certaines entités Petters allègue que M&I (et une banque que celle-ci a remplacé) a facilité la combine à la Ponzi menée par Petters entre 1999 et 2008. BMO nie ces allégations et continue de se défendre vigoureusement. Le fiduciaire demande des dommages-intérêts compensatoires de 1,9 milliard de dollars américains auxquels s'ajoutent des intérêts antérieurs au jugement, des dommages punitifs et les honoraires d'avocat. Le tribunal de la faillite i) a rejeté la requête en jugement sommaire de BMO Harris; ii) a accordé au fiduciaire la requête de sanctions fondée sur la dissimulation alléguée de preuve; et iii) a transféré la cause à la Cour de district des États-Unis (US District Court) du district du Minnesota (la Cour de district) où elle pourra être entendue. BMO Harris a déposé un avis d'opposition concernant les sanctions imposées sur la dissimulation de preuve qui est toujours en instance devant la Cour de district. BMO Harris croit que le procès s'ouvrira au plus tôt à la fin de 2022.

INFORMATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2021, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 1^{er} mars 2022 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-806-5484 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 7747527#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 1^{er} avril 2022 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 2658478#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, chef, relations avec les médias, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2021 : 139,49 \$

Décembre 2021 : 137,10 \$

Janvier 2022 : 144,65 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2021, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2021 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2022

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 13 avril 2022.